

Combien coûte la production de lait ?

2^e partie : Les coûts de la production laitière en France
Édition 1 : de 2002 à 2013

Rapport établi sur la base de l'expertise
scientifique

« Calcul des coûts de la production laitière se
basant sur la banque de données du réseau
d'information comptable agricole de l'UE (RICA) »

réalisé pour le compte de la fédération MEG Milch
Board w. V. et du European Milk Board (EMB)

par :

le Dr. Karin Jürgens (responsable de projet)
Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft (BAL)
(Bureau d'agriculture et de sociologie agricole)
Heiligenstädter Str. 2, D - 37130 Gleichen-Bremke
tel. : +49 (0)5592/ 927567, kj@agrarsociologie.de

en collaboration avec :

le Prof. Dr. Onno Poppinga, Hochzeitsstraße 5,
D - 34376 Holzhausen-Immenhausen
tél. : +49 (0)5673/3540, rondopopp@t-online.de

Calculs statistiques :

Michael Wohlgemuth, Lohmener Str. 1
D - 01326 Dresden-Pillnitz, tél. +49 (0)351-41389983
info@michael-wohlgemuth.de.

Sommaire

Avant-propos.....	3
Introduction.....	4
Concept et méthode de calcul des coûts de production du lait	5
Résultats intermédiaires : les coûts de production du lait de 2002 à 2009	13
Résultats intermédiaires pour la région laitière Grand Ouest	15
Région laitière Normandie.....	18
Région laitière Nord-Picardie.....	21
Région laitière Grand Est	23
Région laitière Sud-Est.....	28
Région laitière du Sud-Ouest.....	29
Région laitière Auvergne-Limousin.....	32
Région laitière Poitou-Charentes.....	35
Région laitière Centre	36
Répartition des aides	37
Résultats finaux :	
Actualisation des coûts de la production laitière à l'année 2012.....	37
Méthode appliquée pour l'extrapolation des coûts de production du lait.....	38
Résultats finaux. Coûts de production du lait en France en 2012	40
Résumé.....	45
Liste des vues d'ensemble, tableaux et figures	47
Bibliographie	48

Avant-propos

Les fédérations European Milk Board et MEG Milch Board w. V. ont chargé fin 2011 le Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft (bureau d'agriculture et de sociologie agricole) BAL d'effectuer dans le cadre d'une expertise scientifique un calcul des coûts actuels de la production laitière en Allemagne et en France.

Cette expertise repose sur la nécessité pour les producteurs laitiers et organisations de la production laitière de disposer à l'avenir d'analyses des coûts actuels de la production laitière qui soient les plus pertinentes possibles et reconnues par la profession. Une nécessité avérée aux vues des nouvelles dispositions du paquet laitier de l'UE qui introduit une reconnaissance à l'échelle européenne des organisations de producteurs qui sont habilitées dans le secteur laitier à signer des contrats et à négocier les prix avec les acheteurs au nom de leurs membres.¹

Par ailleurs à l'avenir, le nouveau règlement permet d'instaurer au niveau national une obligation de contractualisation entre producteurs et transformateurs.² La négociation collective des prix du lait jouera un rôle bien plus important aussi au sein des États membres de l'UE.

Dans le débat actuel sur l'orientation de la Politique agricole européenne commune (PAC), il est par ailleurs question d'instruments de régulation qui permettraient d'observer le marché laitier européen et d'en améliorer la transparence.

Les fédérations de producteurs laitiers européens du European Milk Board (EMB) ont déjà émis leurs propositions pour une régulation du marché laitier. Ils réclament des mesures leur permettant d'adapter eux-mêmes la production de lait à la demande et assurant ainsi à long terme un recouvrement des coûts de la production.

C'est donc dans ce contexte qu'ont été tout d'abord établis ces coûts représentatifs de la production laitière en Allemagne et en France. Ces calculs des coûts devraient être à l'avenir appliqués aussi à d'autres États membres.

L'analyse des coûts de la production en France a été effectuée en concertation et en collaboration étroite avec le groupe de travail français «Coûts de la production laitière» de l'Association des producteurs de lait indépendants (APLI). Nous les remercions grandement de leur soutien.

Au travers de ce rapport, nous sommes heureux de publier aujourd'hui la deuxième partie de l'expertise et donc les résultats des calculs effectués sur la base des données du RICA pour la production laitière recensée en France entre les années 2002 à 2009 ainsi que l'extrapolation de ces mêmes coûts de production du lait pour l'année 2013 réalisée à l'aide de l'indice de prix publié pour l'agriculture entre janvier et novembre 2013.

¹ Article 126 a - c, règlement 261/2012 du 20-3-2012 modifiant le règlement 1234/2007 sur les relations contractuelles dans le secteur laitier

² Article 185 et suiv, ib. voir remarque 1

Introduction

La première partie de l'expertise consistait à élaborer une méthode spécifique et adaptée aux objectifs fixés par la MEG Milch Board et l'EMB qui permette de calculer les coûts actuels de la production laitière. Cette approche conceptuelle est également appliquée dans la deuxième partie de l'expertise consacrée à la France.

Ce calcul des coûts avait pour principes de base :

- de reposer sur une base de données fiables et représentatives,
- de fournir si possible les résultats à l'échelle régionale et en les différenciant selon les tailles des exploitations,
- de permettre une actualisation régulière,
- et de pouvoir de surcroît s'appliquer à d'autres États de l'UE afin de permettre des comparaisons à l'échelle internationale.

Dans ce contexte, il a été choisi comme base de données celle du Réseau d'information comptable agricole (RICA) de la Direction générale Agriculture et développement rural de la Commission européenne (DG AGRI).

Ces données offrent les avantages suivants : Le RICA regroupe les données comptables représentatives d'exploitations agricoles dans la plupart des États membres mais est aussi officiellement reconnu par les États membres de l'Union européenne (cf. Commission européenne 2007, 2010). Il assure donc une base juridique européenne commune. Sur le plan institutionnel de la politique agricole, le RICA est reconnu par les experts et constitue également la base et l'instrument de décisions politiques.

Même si elles ne s'appliquent que partiellement aux exploitations professionnelles (exploitations agricoles à titre principal) de l'Union européenne, les données du RICA permettent tout de même et contrairement à d'autres sources de données de garantir un calcul des coûts qui est plus près des conditions régionales réelles des exploitations laitières que les analyses annuelles de la branche d'exploitation ou analyses du coût total des administrations agricoles et organismes de conseil. Le RICA collecte des données non seulement sur un volume plus important d'exploitations laitières mais aussi sur une plus grande variété de types d'exploitations travaillant sous différentes conditions régionales et structurelles. Tandis que les calculs du coût total de la production laitière ne concernent que les exploitations participantes et ne sont pas représentatives, la base des données du RICA permet, elle, d'effectuer un calcul des coûts représentatif et différencié selon les régions administratives et les classes de dimension économique.

La base de données du RICA, la raison de son choix et une explication détaillée de la méthode de calcul figurent dans la 1^{ère} partie de l'expertise «Combien coûte la production de lait ?! - Calcul des coûts de la production laitière en Allemagne de 2002 à 2012» Publication janvier 2013, p. 3 à 12). Ce rapport qui existe en allemand, anglais et français peut se procurer auprès de l'EMB.

Concept et méthode de calcul des coûts de production du lait

Adaptation du schéma de calcul de l'UE

Le choix du RICA comme base commune a permis de réaliser le calcul des coûts de production du lait en France en se basant essentiellement sur le concept déjà appliqué pour calculer le coût de la production du lait en Allemagne qui avait été publié en janvier 2013 (cf. Jürgens, Poppinga, Wohlgemuth 2013, p. 2 à 16).¹ Quelques importantes adaptations mises à part, ce concept repose sur le procédé de calcul des coûts de la production laitière développé par la Direction générale Agriculture et développement rural (DG AGRI) de la Commission européenne.

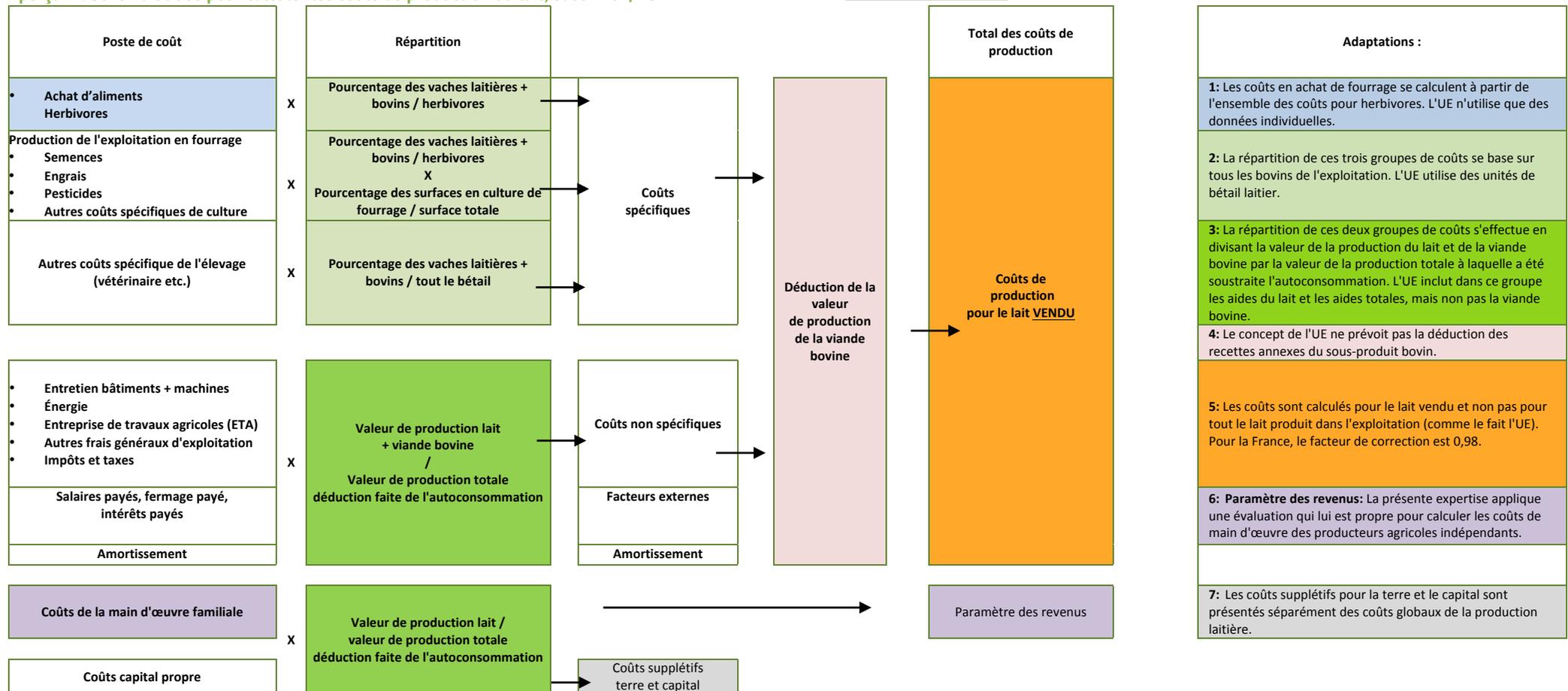
La Commission publie chaque année les résultats de ces analyses dans le « EU Dairy Farms Report » (cf. Commission européenne 2006, 2009, 2010).

Contrairement au « EU Dairy Farms Report » ainsi qu'aux autres études sur les coûts de la production du lait, la présente expertise a pour mission :

1. non seulement de comparer la situation économique moyenne des exploitations laitières entre les États membres mais aussi de révéler au sein d'un même État européen les différences régionales découlant de la situation géographique et structurelle des exploitations ainsi que de leur taille,
2. de calculer les coûts pour la France (comme pour l'Allemagne) en se référant exclusivement aux exploitations spécialisées dans la production de lait car ces exploitations ont un haut degré de spécialisation (l'UE inclut des exploitations laitières à production extensive dans son calcul) et donc moins de difficultés à identifier les coûts imputables à la production laitière,
3. de se référer dans le calcul des coûts de production du lait directement aux coûts incorporables à effet de trésorerie,
4. de présenter séparément les coûts supplétifs afin de bien différencier le compte de résultats et le calcul des coûts prévisionnels,
5. d'éviter des approches forfaitaires dans le calcul des coûts en main d'œuvre du chef d'exploitation indépendant et des membres de sa famille,
6. de se référer dans les coûts de production au lait vendu, sans prise en compte du lait destiné à l'autoconsommation,
7. de ne pas directement déduire des coûts les aides accordées aux exploitations spécialisées mais de présenter celles-ci séparément comme une part des recettes pour ensuite dans une dernière étape les retirer des coûts.

Aperçu 1 (page suivante) présente le schéma de calcul utilisé pour définir les coûts de la production du lait. Les ajustements du schéma par rapport au calcul de l'UE sont regroupés dans la légende.

Aperçu 1 : Schéma utilisé pour calculer les coûts de production du lait, base RICA/EU



Ci-dessous figurent les changements méthodologiques qui avaient été adoptés pour calculer les coûts de production du lait en Allemagne et qui sont maintenant repris sans modification pour calculer les coûts de la production en France :³

- Les coûts en achat d'aliments se calculent en déduisant du total les coûts du fourrage produit sur l'exploitation et comprennent donc les coûts en pâturage collectifs, pension d'animaux et fermage de surface fourragère en location (adaptation 1, cf. Aperçu 1, légende).
- Tous les bovins (vaches laitières, veaux, jeune bétail ou génisses) sont pris en compte dans le calcul des coûts comme produits dérivés (adaptation 2).
- Les schémas de répartition (adaptation 2 + 3) s'appliquent pour calculer les coûts imputables à la production du lait dans l'ensemble des coûts.
- Les recettes annexes que les exploitations laitières génèrent par la vente de bovins (viande bovine, élevage, veaux, etc.) sont déduites des coûts (conséquence de l'adaptation 2).

Le calcul du facteur de correction pour le lait vendu (adaptation 5) et le calcul du paramètre des revenus (adaptation 6, coûts de main d'œuvre des chefs d'exploitation indépendants et des membres de leur famille) ainsi que le calcul des coûts supplétifs pour la terre et le capital ont nécessité la recherche de données spécifiquement françaises. Ces ajustements sont donc explicités plus en détails dans les paragraphes ci-dessous.

Facteur de correction pour le lait vendu

Dans le schéma de calcul de l'UE, les coûts sont calculés sur l'ensemble du lait produit dans l'exploitation laitière, y compris le lait destiné à la propre consommation ainsi qu'à l'alimentation des animaux. Pour le présent calcul des coûts de production, il a été calculé un facteur de correction. Ce facteur permet de calculer le volume de lait vendu à partir du volume de lait produit. Le facteur de correction pour la France se calcule sur la base des données statistiques de production et d'utilisation du lait à la ferme (cf. Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt 2008, 2011), qui sont régulièrement publiées par le Ministère français de l'agriculture.⁴

- Le facteur de conversion pour le lait vendu est en France de 0,98.
- Le RICA enregistre le lait produit en un équivalent lait qui correspond à un kilogramme de lait d'une teneur de 33 g de protéines et de 40 g de matières grasses.

Calcul des coûts de la main d'œuvre des producteurs laitiers indépendants via un propre paramètre des revenus

Une grande partie du travail effectué dans les exploitations laitières est accomplie par des indépendants. Ceux-ci ne reçoivent aucun salaire. Il a donc été développé dans le cadre de cette expertise un propre paramètre des revenus. L'objectif de ce paramètre des revenus est de représenter les qualifications, fonctions et domaines d'activité des chefs d'exploitation agricoles et des membres de leur famille mieux que ne le font les paramètres couramment utilisés pour calculer les coûts de main d'œuvre des agriculteurs indépendants (pour plus de détails, voir Jürgens, Poppinga, Wohlgemuth

³ Ces différentes étapes de calcul sont expliquées en détails dans le rapport sur le calcul des coûts de production du lait en Allemagne de 2002 à 2012 à partir de la page 8 et suiv. (cf. Jürgens, Poppinga Wohlgemuth 2013).

⁴ Ici : Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ; ici Agreste: La statistique, l'évaluation et la prospective agricole, Statistique agricole annuelle, Agreste Chiffres et Données Agriculture n° 212, Production de lait et utilisation à la ferme de 2008 à 2011.

2013, p. 12 et suiv.). Le paramètre des revenus recourt comme alternative aux groupes de salaire définis par convention collective pour les chefs d'exploitation et travailleurs agricoles. Il détermine ainsi les coûts minimum en main d'œuvre qui sont à incorporer pour les exploitations laitières en tenant compte de la qualification professionnelle et des fonctions et responsabilités assumées.

Le montant du paramètre des revenus se calcule en fonction des classes salariales régionales de référence qui peuvent représenter la qualification et les domaines d'activité d'un chef d'exploitation agricole et des membres de sa famille. La catégorie salariale d'un chef d'exploitation correspond à celle de chefs d'exploitation salariés qui bénéficient de plusieurs années d'expérience et s'acquittent en toute autonomie et responsabilité d'une activité de dirigeant requérant des connaissances professionnelles et spécialisées approfondies et un pouvoir de direction et de disposition. La catégorie salariale choisie pour la main d'œuvre familiale est celle qui s'applique aux travailleurs agricoles disposant d'une formation et d'une expérience professionnelle de plus d'un an (cf. Convention collective départementale de travail, exploitations de polyculture, exploitations d'élevage, exploitations de cultures légumières, de différentes éditions).

Le système tarifaire français est réglé à l'échelle départementale. Les classes salariales du secteur agricole sont définies en différents niveaux de qualification, niveau I à IV pour ouvriers et ouvriers qualifiés et V à VIII pour employés avec fonctions de direction (cf. Aperçu 2).⁵

Aperçu 2 : Classe salariale et niveau de qualification en France

Classes salariales pour ouvriers	
I	Ouvriers d'exécution
II	Ouvriers spécialisés
III	Ouvriers qualifiés
IV	Ouvriers hautement qualifiés
Classes salariales pour chefs d'exploitation et cadres	
V	Technicien, contremaître / chef d'équipe
VI	Technicien, contremaître / représentant de la direction
VII	Chef d'exploitation / directeur

Sélection des classes salariales de référence pour le paramètre des revenus

Pour calculer le paramètre des revenus comme part des coûts de production du lait en France, il a été choisi :

⁵ Dans certaines conventions collectives régionales, la différenciation des classes salariales est encore plus poussée, p. ex. en élevage des gros animaux / petits animaux, viticulture ou grandes cultures.

- pour le chef d'exploitation, la classe salariale VII (niveau 1) qui est prévue pour la direction d'exploitations agricoles,
- et pour la main d'œuvre familiale des exploitations laitières la classe salariale III qui est définie pour des ouvriers qualifiés.

Pour le niveau de salaire (montant du salaire brut) ont été pris pour référence les conventions tarifaires du département Finistère pour chefs d'exploitation et ouvriers (cf. Unité Territoriale du FINISTÈRE de la DIRECCTE BRETAGNE (1981/2011). Ces conventions ont fait l'objet d'une nouvelle négociation en 2011 et leurs niveaux se trouvent dans la moyenne par rapport à tous les accords salariaux régionaux qui ont été consultés. Selon le paramètre des revenus calculé sur cette base,

- le salaire mensuel des chefs d'exploitation est de 2 454,00 euros,
- le salaire mensuel de la main d'œuvre familiale est de 1 424,00 euros comme salaire brut d'employé.

Pourquoi avoir choisi comme référence une convention tarifaire de la région du Finistère?

Il n'était pas possible dans le cadre de cette étude de dresser un inventaire complet de tous les accords tarifaires du secteur de l'agriculture en France. Les salaires bruts assignés aux classes salariales régionales diffèrent énormément d'un département à l'autre. Vue l'absence d'une collecte de données et d'une documentation centralisées, il était impossible de rechercher les conventions tarifaires de tout le territoire pour pouvoir les comparer. Le paramètre des revenus ne pouvait donc pas non plus se calculer sur la moyenne des salaires bruts fixés par des conventions collectives. En accord avec les mandataires de cette expertise, il a donc été choisi une convention tarifaire de référence provenant d'une des importantes régions laitières de la France (Bretagne) et relativement actuelle.

Le calcul du paramètre des revenus comprend les charges patronales

Outre le salaire brut du salarié fixé par les conventions collectives, le paramètre des revenus tient aussi compte des parts patronales en assurance maladie, vieillesse, retraite et chômage et autres cotisations et taxes légales.

Il est ainsi tenu compte du fait qu'en cas d'une «auto-embauche», les agriculteurs indépendants et les membres de leur famille auraient à leur charge les cotisations patronales ainsi que salariales.

En France, les employeurs et salariés agricoles sont assurés à la même sécurité sociale, dans la Mutualité Sociale Agricole (MSA) (cf. Commission européenne 2012).

Aperçu 3 présente les parts patronales fixées pour les cotisations sociales légales et les taxes imposées par la loi (42,21 pour cent en tout).

Aperçu 3 : Taux de cotisation des assurances sociales pour le secteur agricole en France⁶

Cotisations légales Cotisations de sécurité sociale (2011)	Pourcentage patronal / Anteil Arbeitgeber in Prozent
Maladie, maternité, invalidité, décès	12,80
Vieillesse sous plafond	8,3
Vieillesse déplafonnée	1,60
Accidents du travail	3,60
Allocations familiales	5,40
Total partiel	31,7
Cotisations conventionnelles imposées par la loi	
Chômage (dans la limite de 4 plafonds)	4,0
AGS (Régime de Garantie des Salaires)	0,3
CAMARCA Retraite-production agricole	3,75
AFNCA/ANEFA/PROVEA	0,26
AGFF	1,20
Total partiel	9,51
Total	42,21

Conversion du salaire tarifaire en temps de travail

Les conventions tarifaires du secteur de l'agriculture en France s'appliquent à une semaine de 35 h (pour une durée de congé légale de 30 jours), ce qui correspond pour 47 semaines de travail à 1 645 heures de travail par an. Le temps de travail des agriculteurs indépendants ne correspondant pas au temps de travail prévu par les conventions collectives, le salaire tarifaire devait se référer au temps de travail du chef d'exploitation indépendant et de sa main d'œuvre familiale.

Il a été procédé ainsi :

- La main d'œuvre non salariée est enregistrée dans le RICA en unités de travail annuel familial (UTA familiale) (variable SE 015 du RICA).
- La somme de toutes les heures de travail accomplies par ces UTA familiales est également enregistrée dans le RICA (variable SE 016 du RICA).
- 1 UTA familiale équivaut dans le RICA à une personne travaillant à temps plein. Le chef d'exploitation équivaut à une UTA familiale (pour environ 2 200 heures de travail).

Le temps de travail exact qui est attribué dans le cadre du RICA au chef de l'exploitation peut donc se calculer en divisant le temps de travail global de toutes les UTA familiales de l'exploitation par le

⁶ Source : <http://www.missoc.org>

nombre de toutes les UTA familiales (variable SE016 / SE015). La part restante des UTA familiales (toutes les UTA familiales moins 1 UTA familiale pour le chef d'exploitation) correspond au temps de travail de la main d'œuvre familiale. Le temps de travail de la main d'œuvre familiale s'est calculé en soustrayant de l'ensemble des heures de travail de toutes les UTA familiales la part des heures de travail du chef de l'exploitation (1 UTA familiale).

- Le paramètre des revenus se calcule selon le pourcentage que représente le produit laitier dans l'ensemble des produits. Dans une dernière étape, les coûts calculés en main d'œuvre ont donc été attribués au pourcentage que représente le produit laitier par rapport au produit total des exploitations spécialisées dans la production de lait, déduction faite de l'autoconsommation.

Présentation à part des coûts supplétifs pour la terre et le capital

Les coûts supplétifs pour la terre et le capital sans effet de trésorerie (paramètre du fermage et paramètres des intérêts) ont toujours été calculés selon le schéma du concept de l'UE.

Contrairement à la pratique largement répandue, les coûts supplétifs sont dans le cadre de cette expertise présentés séparément du coût total de la production laitière.

- Le paramètre du fermage a été calculé en multipliant la moyenne du fermage payé (variable SE 375 du RICA) avec la superficie agricole utilisée en propriété des exploitations laitières.
- Le paramètre des intérêts a été calculé pour le capital propre (sans terre) sur la base de la moyenne du capital d'exploitation (variable SE 510 du RICA). Il a été défini pour ce calcul un taux d'intérêt réel représentant la différence entre le taux d'intérêt à long terme appliqué aux emprunts publics (LT, publié par la Banque centrale européenne (BCE))⁷ et le taux d'inflation⁸. Pour la France, cette différence s'élevait en 2009 à 3,3 %.

Présentation des aides à part et sous recettes

Le calcul pour la France prend en compte les aides versées pour la production animale (comprend des aides spécifiques pour la production laitière et autres produits de bovins), les aides aux investissements, les indemnités compensatoires et la prime découplée à la surface. Les aides sont calculées au prorata de la production laitière. À cet effet, la somme des aides est allouée au pourcentage que représente la valeur de production du lait sur la valeur de production totale à laquelle a été soustraite l'autoconsommation.

- Toutefois, les aides ne sont pas prises en compte directement dans le calcul des coûts mais exposées à part comme recettes par kilogramme de lait produit et soustraites du coût total de la production.

Choix des exploitations et des régions

Il est possible avec le RICA de différencier les exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique et leur taille.

Les coûts de production du lait en France sont :

⁷ Source : Eurostat, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>. HICP-inflation rate

⁸ Source : <http://www.ecb.int>, Harmonised long-term interest rates for convergence assessment purposes.

- uniquement calculés pour les exploitations spécialisées dans la production de lait (le dit groupe OTE 8 dans le RICA). Il s'agit des exploitations spécialisées dans la production de lait et des exploitations spécialisées dans la production de lait avec élevage de bovins. Dans ces exploitations, deux tiers de la marge brute standard reviennent à la production laitière.⁹ Il n'entre pas ici en ligne de compte les exploitations mixtes ayant pour activités économiques principales outre la production laitière, l'élevage bovin à orientation engraissement, les cultures fourragères et le pâturage (élevage de vaches allaitantes).
- Le RICA ne tient compte que des exploitations professionnelles. Pour la France, l'indice seuil en dimension économique était jusqu'en 2009 de 8 UDE (ce qui correspond à une marge brute standard de 9800 euros minimum). Seules les exploitations ayant au minimum cette dimension économique ont été prises en compte par le RICA et donc dans le calcul des coûts de production du lait. Les coûts de production du lait ainsi calculés sont en conséquence plus bas que si toutes les exploitations laitières étaient entrées en ligne de compte.

Aperçu 4 : Classes de dimensions économique prises en compte dans le RICA et le calcul des coûts¹⁰

Taille de l'exploitation	Désignation	Dimension en UDE
3	Moyenne inférieure	8 - < 16 UDE
4	Moyenne supérieure	16 - < 40 UDE
5	Grande	< 100 UDE
6	Très grande	< 100 UDE

⁹ Selon le RICA, dans les dites «exploitations laitières spécialisées», la production laitière doit représenter plus de deux tiers de la marge brute standard.

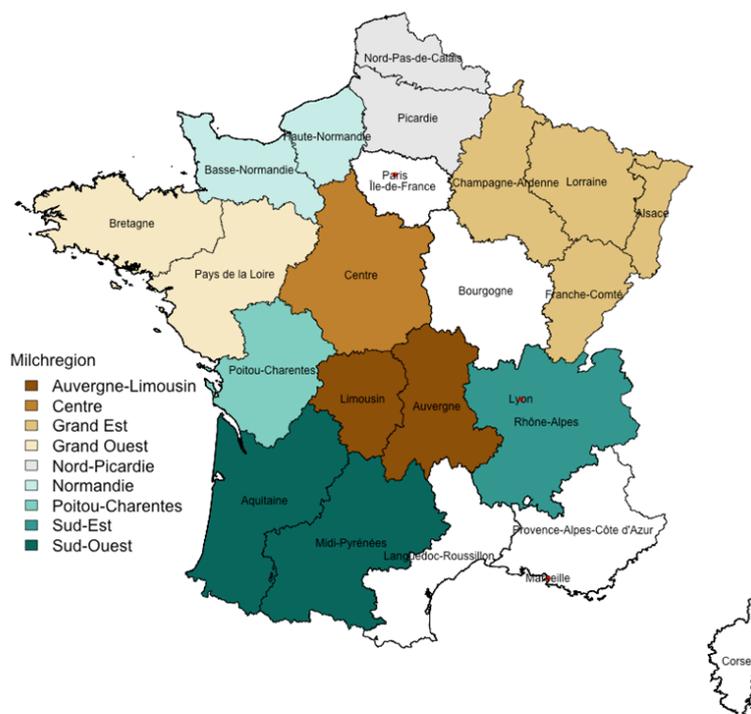
¹⁰ Les exploitations laitières de petite ou très petite taille (classes 1+2) ne sont pas prises en compte dans cette étude.

Résultats intermédiaires : les coûts de production du lait de 2002 à 2009

Les coûts de production sont regroupés selon les régions laitières

Les coûts de production du lait sont ci-dessous classés en neuf régions laitières. Les régions laitières ont été définies sur la base des bassins laitiers¹¹ tels qu'ils ont été créés par le Ministère français de l'agriculture pour l'attribution des quantités laitières de référence.¹² Figure 1 montre ces régions laitières. Elles représentent les bassins laitiers mais sans vraiment coïncider avec eux, leur regroupement reposant uniquement sur les régions administratives de la France.

Figure 1 : Régions laitières



Résultats limités en classes de dimension économique et régions

Les coûts de la production laitière en France de 2002 à 2009 n'ont pas pu être intégralement déterminés pour toutes les régions et tailles d'exploitation prises en compte dans le RICA sur la

¹¹ Source : <http://www.web-agri.fr/actualite-agricole/economie-social/article/quotas-bassin-laitier-restructuration-1142-69687.html>

¹² Les bassins laitiers ont été créés par le Ministère français de l'agriculture comme entité organisationnelle remplaçant les départements pour l'attribution des quantités de référence.

France. Il manquait parfois pour certaines années et certaines régions administratives françaises et certaines classes de dimension économique des données représentatives.

C'est pourquoi les tableaux ci-dessous :

1. présentent la moyenne des coûts de production du lait pour les régions concernées par l'étude. Ces résultats valent pour la moyenne de toutes les exploitations laitières des classes de dimension économique allant de 3 à 6 (cf. Aperçu 4). Les coûts de production ne sont pas ici différenciés plus en détails selon la taille des exploitations.
2. Il est également présenté la moyenne des coûts de production du lait pour les différentes classes de dimension économique 4, 5 ou 6 dans la mesure où celle-ci a pu être calculée pour une région. Il n'existe toutefois pas de résultats pour toutes les classes de dimension économique ni pour toutes les années et le RICA manque entièrement de données permettant un calcul représentatif pour la classe de dimension économique 3.

Les tableaux ci-dessous montrent les coûts de production du lait dans les années allant de 2002 à 2009 pour la plupart des régions françaises. Il est indiqué dans les tableaux pour chacune des régions concernées

- les coûts de production incorporables
- et le paramètre des revenus.

Ces deux positions sont présentées

- comme les coûts globaux de la production laitière en centimes par kg.

Dans une étape suivante,

- les coûts globaux de la production laitière de chaque classe de dimension sont présentés en centimes par kg, déduction faite des aides (résultat final).

Dans les deux colonnes de droite

- s'affichent ensuite les coûts supplétifs pour la terre et le capital.

Ces résultats s'entendent tous hors T.V.A. Pour les classes de dimension économique figurant dans la colonne marquée de *, les définitions se trouvent à la page 12.

Les coûts individuels étant arrondis à deux chiffres après la virgule, le total des coûts de production incorporables ou les coûts totaux de production peuvent légèrement différer de la somme des coûts individuels.

Résultats intermédiaires pour la région laitière Grand Ouest

La région Grand Ouest regroupe les régions de la Bretagne et des Pays de la Loire. Cette région laitière ne correspond pas entièrement au bassin laitier Grand Ouest puisque celui-ci n'inclut pas le département de la Vendée qui fait partie de la région des Pays de la Loire.

Bretagne

En Bretagne, les coûts de production du lait incorporables s'élevaient en moyenne de toutes les tailles d'exploitation entre 26,24 centimes (2005) et 30,68 centimes (2008) par kg de lait. En 2009, pour une exploitation comptant en moyenne 47 vaches laitières, les coûts de production du lait incorporables s'élevaient à 30,50 centimes par kg de lait et les coûts en main d'œuvre à 10,54 centimes par kg (voir colonne : paramètre des revenus). Le coût total de la production laitière en 2009 s'élevait après déduction des aides (5,64 centimes par kg) à 35,40 centimes par kg.

Tableau 1 : Moyenne des coûts de production du lait en Bretagne de 2002 à 2009

Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
								Terre	Capital
Bretagne	2002	41	6533	26,98		4,43		0,40	2,25
	2003	41	6597	27,66		4,22		0,40	2,29
	2004	43	6602	27,09		4,90		0,37	2,37
	2005	42	6775	26,24		5,48		0,38	2,32
	2006	45	6681	26,32		6,09		0,38	2,36
	2007	47	7037	27,25		5,65		0,31	2,38
	2008	47	6956	30,68		5,72		0,31	2,43
	2009	47	6832	30,50	10,54	41,04	5,64	35,40	0,31

Pour la Bretagne, il a été possible de calculer de surcroît les coûts de la production laitière de 2002 à 2006 pour les trois classes de dimensions 4, 5 et 6. Ces différentes classes de dimension correspondent à des exploitations possédant en moyenne 24, 42 ou 80 vaches laitières (cf. tableau 2).

Pour cette période, les coûts de production incorporables allaient dans la classe la plus petite de dimension 4 de 22,61¹³ centimes par kg (2002) à 26,21 centimes par kg (2006), dans la classe 5 de 26,29 centimes (2006) à 27,43 centimes (2002) et dans la classe 6 de 26,06 centimes (2006) à 28,07 centimes par kg (2003).

Pour les années allant de 2007 à 2009, les coûts de production du lait n'ont pu être calculés que pour les classes de dimension économique 5 (45 vaches laitières en moyenne) et 6 (78 vaches laitières en moyenne).

En 2009, dans la classe de dimension économique 5, les coûts de production du lait incorporables s'élevaient en moyenne à 30,24 centimes et les coûts en main d'œuvre à 10,98 centimes par kg. Dans la classe de dimension économique 6, les coûts incorporables étaient un peu plus élevés et s'élevaient en moyenne à 31,49 centimes par kg de lait tandis que les coûts en main d'œuvre étaient de 7,46

¹³ Les coûts individuels étant arrondis à deux chiffres après la virgule, le total des coûts de production incorporables, en l'occurrence le total des coûts de production, peut légèrement différer de la somme des coûts individuels.

centimes par kg. Après déduction des aides (qui s'élevaient en 2009 à 5,57 ou 5,88 centimes par kg de lait), le coût total de la production affichait une différence de 2,51 centimes par kg entre les classes de dimension économique, s'élevant à 35,65 centimes pour la classe 5 et à 33,14 centimes par kg de lait pour la classe 6.

Tableau 2 : Coûts de production du lait en Bretagne selon les classes de dimension économique

Année	Classe de dimension économique par UDE*	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
									Terre	Capital
Bretagne	2002	4	24	6773			3,27		0,85	1,73
	2002	5	42	6535			4,73		0,40	2,29
	2002	6	75	6403			3,80		0,03	2,39
	2003	4	25	6624			3,36		0,75	1,72
	2003	5	41	6549			4,31		0,41	2,37
	2003	6	78	6851			4,38		0,01	2,30
	2004	4	24	6512			4,16		0,80	1,96
	2004	5	41	6687			5,07		0,38	2,42
	2004	6	83	6339			4,60		0,06	2,39
	2005	4	25	6749			4,36		0,78	1,83
	2005	5	40	6778			5,69		0,40	2,39
	2005	6	79	6775			5,11		0,10	2,29
	2006	4	23	6335			6,26		0,93	2,12
	2006	5	41	6817			6,10		0,46	2,39
	2006	6	82	6415			6,06		0,02	2,33
	2007	5	44	7093			5,72		0,38	2,40
	2007	6	82	7119			5,33		0,03	2,28
	2008	5	45	7038			5,67		0,32	2,41
	2008	6	78	6989			5,80		0,06	2,54
	2009	5	45	6940		10,98	41,22	5,57	35,65	0,33
2009	6	78	6871		7,46	38,94	5,80	33,14	0,06	2,61

Pays de la Loire

Dans les Pays de la Loire, les coûts de production du lait incorporables allaient de 25,45 centimes (2005) à 30,18 (2008) centimes par kg de lait. En 2009, pour une exploitation comptant en moyenne 47 vaches laitières, les coûts de production du lait incorporables s'élevaient à 29,59 centimes par kg de lait et les coûts en main d'œuvre à 10,64 centimes par kg. Le total des coûts de la production laitière s'élevait en 2009 après déduction des aides de 5,92 centimes à 34,30 centimes par kg.

Pour la région des Pays de la Loire, les coûts de production du lait ont pu être calculés de 2002 à 2004 pour la classe de dimension économique 4 (exploitations comptant en moyenne 23 vaches laitières). Les coûts de production incorporables allaient pour ces exploitations de 24,30 centimes par kg (2003) à 28,65 centimes par kg (2004).

Les années allant de 2002 à 2009 présentaient de plus des résultats sur les classes de dimension économique 5 de même que les années 2002, 2003 et les années allant de 2006 à 2009 sur la classe de dimension 6. Dans la classe de dimension 5 comptant en moyenne 43 vaches laitières, les coûts de production laitière incorporables étaient entre 25,45 centimes (2005, 2007) et 29,49 centimes (2008) et dans la classe 6 qui compte en moyenne 74 vaches laitières entre 26,06 centimes (2002) et 31,16 centimes (2008) par kg de lait.

Tableau 3 : Moyenne des coûts de production du lait dans les Pays de la Loire¹⁴

Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
								Terre	Capital
2002	39	6348	27,33			4,42		0,26	2,26
2003	41	6369	26,71			4,28		0,31	2,37
2004	42	6379	26,71			5,23		0,36	2,40
2005	42	6822	25,45			5,46		0,32	2,25
2006	45	6671	26,16			6,36		0,24	2,32
2007	44	6751	26,18			5,94		0,21	2,35
2008	46	6889	30,18			6,37		0,19	2,58
2009	47	6684	29,59	10,64	40,22	5,92	34,30	0,19	2,51

En 2009, les coûts incorporables de la production s'élevaient à 29,56 centimes (classe 5) et 29,15 centimes (classe 6) par kg de lait. Les coûts en main d'œuvre affichaient dans les classes de dimension économique une différence de 2,51 centimes par kg. Cette différence explique pour l'essentiel la divergence qui apparaît dans le coût total de la production de lait qui s'élève à 34,25 centimes (classe 5) et à 31,65 centimes (classe 6) par kg après déduction des aides (celles-ci étaient en 2009 de 5,92 ou de 5,61 centimes respectivement par kg de lait).

¹⁴ Remarque : Les résultats étant arrondis, le total des coûts de production incorporables, en l'occurrence les coûts totaux de production peuvent présenter de légères divergences. Dans la région des Pays de la Loire, les coûts de production incorporables représentaient en 2009 en centimes par kg 29,59 avec un paramètre des revenus de 10,64 centimes par kg, ce qui après addition donnerait en centimes par kg un total de 40,23 et non pas de 40,22.

Tableau 4 : Coûts de production du lait dans les Pays de la Loire selon les classes de dimension économique

	Année	Classe de dimension économique par UDE*	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
										Terre	Capital
Pays de la Loire	2002	4	22	6146	24,31			4,31		0,02	2,27
	2002	5	40	6376	28,18			3,70		0,74	1,92
	2002	6	76	6389	26,06			4,31		0,02	2,27
	2003	4	23	5998	25,34			3,70		0,74	1,92
	2003	5	42	6424	26,91			4,13		0,31	2,36
	2003	6	76	6388	26,80			5,17		0,02	2,64
	2004	4	23	5617	28,65			5,04		0,84	2,32
	2004	5	42	6407	26,29			4,84		0,40	2,38
	2005	5	42	6916	25,40			5,17		0,31	2,24
	2006	5	44	6615	25,92			6,48		0,26	2,33
	2006	6	70	6972	27,19			6,23		0,02	2,44
	2007	5	42	6747	25,40			5,83		0,22	2,27
	2007	6	72	7015	27,84			5,80		0,06	2,57
	2008	5	46	6961	29,49			6,52		0,19	2,52
	2008	6	75	7036	31,16			5,91		0,06	2,68
	2009	5	46	6826	29,56	10,62	40,18	5,92	34,25	0,19	2,47
2009	6	77	6714	29,15	8,11	37,27	5,61	31,65	0,03	2,49	

Région laitière Normandie

La région laitière Normandie coïncide au bassin laitier Normandie et regroupe les régions Basse-Normandie et Haute-Normandie.

Basse-Normandie

En Basse-Normandie, les coûts de production du lait incorporables allaient de 29,45 centimes (2005) à 36,33 (2009) centimes par kg de lait. Les coûts calculés pour la main d'œuvre (paramètre des revenus) s'élevaient à 11,13 centimes par kg de lait.

Le coût total de la production laitière en 2009 s'élevait après déduction des aides (6,08 centimes par kg) à 41,38 centimes par kg.

Tableau 5 : Moyenne des coûts de production du lait en Basse-Normandie

	Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
									Terre	Capital
Basse-Normandie	2002	45	5580	31,79			4,51		0,42	2,62
	2003	46	5576	31,63			4,44		0,43	2,67
	2004	46	5651	29,66			4,97		0,44	2,63
	2005	47	5606	29,45			5,84		0,40	2,56
	2006	52	5657	29,63			6,41		0,33	2,58
	2007	51	5861	30,94			6,37		0,34	2,67
	2008	52	6115	35,44			6,45		0,35	2,75
	2009	51	6041	36,33	11,13	47,46	6,08	41,38	0,35	2,87

Pour la région de Basse-Normandie, les coûts de production du lait ont été calculés pour la classe de dimension économique 4 sur les années allant de 2002 à 2004 ainsi que sur l'année 2007 et pour les classes 5 et 6 sur les années 2002 à 2009.

Dans la classe 4, la plus petite classe de dimension économique comptant en moyenne 25 vaches laitières, les coûts de production incorporables étaient de 19,47 centimes par kg (2007) à 25,26 centimes par kg (2002). Dans la classe 5 (comptant en moyenne 50 vaches laitières environ), ils s'élevaient entre 29,51 centimes (2006) et 37,7 centimes (2009).

Dans la classe 6 comptant en moyenne 86 vaches laitières, les coûts de production incorporables étaient de 29,65 centimes par kg (2004) à 37,09 centimes par kg (2009).

Les coûts en main d'œuvre (paramètre des revenus) s'élevaient à 10,93 (classe 5) et 8,85 centimes par kg. Ceci explique aussi la divergence qui apparaît dans le coût total de la production du lait qui s'élève à 42,52 centimes (classe 5) et à 39,67 centimes (classe 6) par kg après déduction des aides (6,18 en l'occurrence de 6,28 centimes par kg de lait).

Tableau 6 : Coûts de production du lait en Basse-Normandie selon les classes de dimension économique

Année	Classe de dimension économique par UDE*	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)		
									Terre	Capital	
Basse-Normandie	2002	4	25	4770	25,26			3,34		0,70	2,03
	2002	5	49	5687	32,68			4,63		0,41	2,69
	2002	6	89	5694	32,47			4,78		0,13	2,73
	2003	4	25	4857	24,37			3,44		0,67	1,97
	2003	5	50	5659	32,64			4,59		0,44	2,76
	2003	6	86	5749	32,89			4,59		0,10	2,77
	2004	4	26	4891	23,02			4,22		0,79	1,98
	2004	5	49	5758	30,86			4,96		0,47	2,70
	2004	6	84	5831	29,65			5,45		0,08	2,78
	2005	5	48	5720	30,28			5,88		0,38	2,59
	2005	6	85	5810	29,73			6,17		0,09	2,65
	2006	5	50	5712	29,51			6,38		0,40	2,61
	2006	6	87	5825	31,41			6,72		0,06	2,72
	2007	4	24	5374	19,47			5,26		0,83	1,88
	2007	5	50	5787	32,58			6,78		0,36	2,86
	2007	6	87	6187	31,18			5,92		0,09	2,54
	2008	5	51	6017	36,60			6,61		0,39	2,86
	2008	6	87	6426	35,34			6,39		0,03	2,72
	2009	5	50	5904	37,77	10,93	48,70	6,18	42,52	0,37	3,00
	2009	6	84	6271	37,09	8,85	45,94	6,28	39,67	0,09	2,98

Haute-Normandie

En Haute-Normandie, les coûts de production du lait incorporables allaient de 29,18 centimes (2002) à 39,77 (2009) centimes par kg de lait. Les coûts en main d'œuvre s'élevaient à 9,76 centimes par kg et le coût total de la production pour les exploitations comptant en moyenne 52 vaches laitières était en 2009 de 41,87 centimes par kg après déduction des aides (7,68 centimes par kg).

Tableau 7 : Moyenne des coûts de production du lait en Haute-Normandie

Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)		
								Terre	Capital	
Haute-Normandie	2002	40	5825	29,18			5,32		0,51	2,22
	2003	42	5894	29,52			5,12		0,57	2,19
	2004	40	5299	29,33			5,59		0,68	2,26
	2005	44	5258	29,35			6,95		0,64	2,43
	2006	45	5469	30,76			6,54		0,50	2,43
	2007	48	5872	32,03			7,23		0,48	2,48
	2008	51	5707	38,17			7,09		0,54	2,64
	2009	52	5758	39,77	9,79	49,56	7,68	41,87	0,59	2,90

Pour la région de Haute-Normandie, les résultats n'étaient pas différenciés en fonction de la taille des exploitations. Outre la moyenne des coûts de production de toutes les exploitations, il a été toutefois

possible de calculer les coûts de production de la classe de dimension économique 5 pour les années allant de 2002 à 2005 et l'année 2009. Les exploitations de cette classe sont légèrement plus petites que la moyenne de toutes les exploitations (elles comptaient en moyenne en 2009 environ 44 vaches laitières et non pas 52).

Pour la classe de dimension économique 5, les coûts de production incorporables allaient de 28,1 centimes (2002) à 39,66 centimes (2009) par kg de lait et se trouvaient donc au même niveau que pour la moyenne des exploitations. Les coûts en main d'œuvre par contre étaient de 1,79 centimes par kg plus élevés avec 11,58 centimes par kg. Le total des coûts de production après déduction des aides (8,6 centimes par kg) s'élevait à 42,62 centimes par kg de lait.

Tableau 8 : Coûts de production du lait en Haute-Normandie selon les classes de dimension économique

	Année	Classe de dimension économique par UDE*	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
										Terre	Capital
Haute-Normandie	2002	5	39	5769	28,10			5,09		0,62	2,08
	2003	5	40	5639	29,95			5,50		0,68	2,16
	2004	5	38	4977	31,22			5,75		0,66	2,50
	2005	5	42	5169	30,08			7,65		0,74	2,66
	2009	5	44	5275	39,66	11,58	51,24	8,63	42,62	0,96	3,25

Région laitière Nord-Picardie

La région Nord-Picardie regroupe les régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie. Cette région laitière ne concorde donc pas entièrement avec le bassin laitier Nord-Picardie qui lui comprend également le département des Ardennes de la région Champagne-Ardenne.

Nord-Pas-de-Calais

Dans la région Nord-Pas-de-Calais, les coûts de production du lait incorporables allaient de 28,73 centimes (2003) à 37,66 (2008) centimes par kg de lait.

En 2009, les coûts incorporables de la production laitière s'élevaient à 37,59 centimes par kilogramme de lait pour les exploitations comptant en moyenne environ 53 vaches laitières. Le coût total de la production laitière était en 2009 de 41,28 centimes par kg après déduction des aides (6,35 centimes par kg) et pour des coûts de main d'œuvre (paramètre des revenus) de 10,04 centimes par kg.

Tableau 9 : Moyenne des coûts de production du lait dans le Nord-Pas-de-Calais

	Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
									Terre	Capital
Nord-Pas-de-Calais	2002	46	6206	29,89			3,90		0,18	2,60
	2003	45	6432	28,73			4,26		0,21	2,68
	2004	54	6571	29,59			4,87		0,13	2,81
	2005	54	6542	30,50			6,10		0,10	2,93
	2006	50	6360	32,09			6,99		0,12	3,01
	2007	53	6334	30,63			5,54		0,18	2,74
	2008	53	6126	37,66			6,51		0,24	2,96
	2009	53	6010	37,59	10,04	47,63	6,35	41,28	0,24	2,84

En dehors des coûts moyens de la production laitière dans la région Nord-Pas-de-Calais, il a également été possible de calculer les coûts de production de la classe de dimension économique 5 sur les années allant de 2002 à 2009. La classe de dimension économique 5 correspond à des exploitations comptant en 2009 une moyenne de 46 vaches laitières (la moyenne de toutes les exploitations étant de 53 vaches laitières).

Dans cette classe, les coûts de production incorporables allaient de 28,78 centimes (2003) à 34,30 centimes par kg de lait (2008). En 2009, les coûts de production incorporables s'y élevaient à 32,98 centimes par kg de lait et étaient donc 4,61 centimes par kg plus bas, comparé à la moyenne de toutes les exploitations. Les coûts calculés pour la main d'œuvre s'élevaient à 11,25 centimes par kg de lait.

Le total des coûts de production après déduction des aides (5,91 centimes par kg) s'élevait à 38,32 centimes par kg de lait

Tableau 10 : Coûts de production du lait dans le Nord-Pas-de-Calais selon les classes de dimension économique

	Année	Classe de dimension économique par UDE*	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
										Terre	Capital
Nord-Pas-de-Calais	2002	5	46	6243	30,52			3,65		0,17	2,49
	2003	5	46	6514	28,78			4,41		0,21	2,53
	2004	5	47	6580	29,08			4,14		0,17	2,65
	2005	5	47	6315	29,86			6,46		0,14	2,96
	2006	5	47	6393	30,21			7,18		0,08	2,61
	2007	5	49	6021	30,43			5,76		0,17	2,49
	2008	5	48	6012	34,29			6,43		0,24	2,78
	2009	5	47	5945	32,98	11,25	44,22	5,91	38,32	0,25	2,58

Picardie

Dans la région Picardie, les coûts de production du lait incorporables allaient de 29,23 centimes (2005) à 35,56 (2008) centimes par kg de lait. En 2009, les coûts incorporables de la production laitière s'élevaient à 35,43 centimes par kg de lait.

Le coût total de la production laitière était en 2009 de 37,80 centimes par kg après déduction des aides (5,56 centimes par kg) et pour des coûts de main d'œuvre de 7,93 centimes par kg.

Tableau 11 : Moyenne des coûts de production du lait en Picardie

	Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
									Terre	Capital
Picardie	2002	49	6326	31,69			4,13		0,38	2,14
	2003	48	6648	30,90			3,99		0,41	2,16
	2004	46	6813	30,59			4,40		0,37	2,13
	2005	46	7321	29,23			5,39		0,31	2,06
	2006	53	6910	34,11			6,15		0,23	2,28
	2007	54	6026	30,61			6,25		0,20	2,46
	2008	59	6192	35,56			5,90		0,16	2,35
	2009	61	6202	35,43	7,93	43,36	5,56	37,80	0,21	2,40

Pour la région de la Picardie, les résultats n'étaient pas différenciés en fonction de la taille des exploitations.

Région laitière Grand Est

La région laitière Grand Est regroupe les régions Alsace, Franche-Comté, Lorraine et Champagne-Ardenne. La région ne correspond donc pas entièrement au bassin laitier Grand Est qui lui comprend également la région de l'Île de France et uniquement les départements de l'Aube, de la Haute-Marne et de la Marne de la région Champagne-Ardenne, mais qui inclut aussi les départements de la Côte-d'Or et de l'Yonne faisant, eux, partie de la région de la Bourgogne.

Alsace

Dans la région Alsace, les coûts de production du lait incorporables allaient de 31,49 centimes (2006) à 37,13 (2008) centimes par kg de lait. En 2009, les coûts de production du lait incorporables s'élevaient à 36,55 centimes par kg de lait et les coûts en main d'œuvre à 10,61 centimes par kg.

Le coût total de la production laitière en 2009 était après déduction des aides (7,26 centimes par kg) de 39,89 centimes par kg.

Tableau 12 : Moyenne des coûts de production du lait en Alsace

	Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
									Terre	Capital
Alsace	2002	48	6360	33,30			4,14		0,17	2,46
	2003	47	6669	32,89			4,89		0,23	2,80
	2004	47	6617	34,81			5,35		0,21	3,01
	2005	47	6555	32,44			6,36		0,24	2,63
	2006	48	6490	31,49			7,48		0,24	2,57
	2007	49	6363	34,48			6,63		0,18	2,86
	2008	49	6513	37,13			7,40		0,26	2,91
	2009	48	6712	36,55	10,61	47,16	7,26	39,89	0,25	2,89

Pour la région de l'Alsace, il n'était pas possible de différencier les résultats en fonction de la taille des exploitations.

Franche-Comté

Dans la région Franche-Comté, les coûts de production du lait incorporables allaient de 30,50 centimes (2002) à 38,38 (2009) centimes par kg de lait.

Le coût total de la production laitière était en 2009 de 46,06 centimes par kg après déduction des aides (6,38 centimes par kg) et pour des coûts de main d'œuvre de 14,06 centimes par kg.

Tableau 13 : Moyenne des coûts de production du lait en Franche-Comté

	Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
									Terre	Capital
Franche-Comté	2002	40	5647	30,50			4,78		0,50	3,20
	2003	39	5614	31,95			4,89		0,51	3,23
	2004	41	5736	31,62			5,23		0,44	3,15
	2005	40	5995	30,62			6,01		0,37	3,19
	2006	40	5988	30,99			6,75		0,32	3,16
	2007	40	5921	33,88			6,78		0,31	3,44
	2008	42	5692	37,37			6,69		0,31	3,67
	2009	43	5960	38,38	14,06	52,44	6,38	46,06	0,25	3,81

Pour la région de la Franche-Comté, les coûts de la production laitière des classes de dimension économique 4 et 5 ont été calculés sur les années allant de 2002 à 2009 et ceux de la classe de dimension 6 sur les années 2008 et 2009.

Tableau 14 : Coûts de production du lait en Franche-Comté selon les classes de dimension économique

Année	Classe de dimension économique par UDE*	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)		
									Terre	Capital	
Franche-Comté	2002	4	25	5722	30,12			3,90		1,19	3,26
	2002	5	46	5713	30,21			5,01		0,24	3,18
	2003	4	25	5572	29,99			4,11		1,13	3,03
	2003	5	45	5677	32,03			4,96		0,23	3,24
	2004	4	26	5804	31,99			5,14		1,04	2,89
	2004	5	47	5768	31,18			5,09		0,21	3,23
	2005	4	26	6094	29,89			6,01		0,74	2,90
	2005	5	46	5936	30,60			5,97		0,22	3,30
	2006	4	26	6085	32,11			6,96		0,65	2,99
	2006	5	45	5866	31,54			6,88		0,24	3,28
	2007	4	25	5807	35,64			7,97		0,73	3,31
	2007	5	44	5888	34,15			6,62		0,21	3,52
	2008	4	26	5532	39,36			8,05		0,60	3,71
	2008	5	46	5615	36,72			6,32		0,25	3,72
	2008	6	88	6269	37,18			6,45		0,03	3,45
	2009	4	26	5859	39,28	19,77	59,05	7,28	51,77	0,45	3,51
2009	5	48	5912	37,87	13,61	51,48	6,15	45,33	0,22	3,99	
2009	6	92	6317	39,03	8,94	47,97	6,19	41,79	0,03	3,50	

Les coûts de production du lait incorporables de la classe de dimension économique 4, où les exploitations compte en moyenne environ 26 vaches laitières, s'élevaient de 29,89 centimes (2005) à 39,36 centimes (2008).

Dans la classe 5, qui correspond avec sa moyenne de 46 vaches laitières à la moyenne des exploitations, les coûts de production incorporables étaient de 30,21 centimes (2002) à 37,87 centimes par kg de lait (2009).

Dans la classe 6, la moyenne des coûts de production incorporables s'élevait à 37,18 centimes par kg de lait en 2008 et à 39,03 en 2009.

En moyenne, les coûts de main d'œuvre ont été calculés à 19,77 centimes par kg de lait pour la classe de dimension économique 4, à 13,61 centimes pour la classe 5 et à 8,94 centimes pour la classe 6. Ces différences se retrouvent aussi dans le total des coûts de production qui après déduction des aides s'élevait à 51,8 centimes pour la classe 4, à 45,3 centimes pour la classe 5 et à 41,8 centimes par kg de lait pour la classe 6.

Lorraine

Dans la région de la Lorraine, les coûts de production du lait incorporables allaient de 28,50 centimes (2006) à 36,34 centimes (2009) par kg de lait. Les coûts calculés pour la main d'œuvre s'élevaient à 10,60 centimes par kg de lait.

Le coût total de la production laitière en 2009 s'élevait, après la déduction des aides de 7,30 centimes par kg, à 39,63 centimes par kg.

Tableau 15 : Moyenne des coûts de production du lait en Lorraine

	Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
									Terre	Capital
Lorraine	2002	45	6339	30,17			5,67		0,32	2,74
	2003	45	5929	31,03			5,71		0,23	2,84
	2004	45	6000	32,08			6,63		0,27	3,15
	2005	45	6261	29,10			7,09		0,25	3,04
	2006	45	6110	28,50			7,18		0,19	3,11
	2007	46	6283	30,37			8,36		0,19	3,37
	2008	47	6443	35,78			8,07		0,18	3,37
	2009	49	6386	36,34	10,60	46,94	7,30	39,63	0,21	3,18

En Lorraine, les coûts de production de lait ont pu être calculés sur les années allant de 2002 à 2009 pour les classes de dimension économique 5 comptant une moyenne de 40 vaches laitières et 6 comptant une moyenne de 75 vaches.

Pour la classe de dimension économique 5, les coûts de production incorporables allaient de 28,89 centimes (2005) à 37,81 centimes (2009) par kg de lait et correspondaient donc à la moyenne des exploitations. Dans la classe 6, les coûts incorporables de la production laitière étaient entre 26,29 centimes (2006) et 34,4 centimes (2008) par kg de lait et ils s'élevaient en 2009 à 32,79 centimes par kg de lait en moyenne. Une différence relativement importante de 7,76 centimes par kg de lait est à noter entre le total des coûts de production de la classe 5 s'élevant à 41,9 centimes et celui de la classe 6 de 34,14 centimes (après déduction des aides respectives de 7,72 et 6,44 centimes par kg). Cette différence ne peut s'expliquer qu'en partie par les différences de coûts en main d'œuvre (différence de 4,03 centimes par kg de lait entre les classes de dimension économique 5 + 6).¹⁵

¹⁵ Dans le calcul des coûts incorporables, il a été déduit comme recettes provenant de la production bovine 9 centimes par kg de lait dans la classe de dimension économique 5 et 12 centimes dans la classe 6.

Tableau 16 : Coûts de production du lait en Lorraine selon les classes de dimension économique

Année	Classe de dimension économique par UDE*	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)		
									Terre	Capital	
Lorraine	2002	5	40	6326			5,56		0,43	2,69	
	2002	6	73	6287			5,71		0,12	2,84	
	2003	5	38	5844			5,72		0,30	2,87	
	2003	6	75	6380			5,94		0,09	2,88	
	2004	5	40	5664			6,87		0,36	3,30	
	2004	6	74	6545			6,39		0,09	3,10	
	2005	5	40	6100			7,21		0,32	3,14	
	2005	6	72	6512			6,79		0,10	2,94	
	2006	5	40	6105			7,39		0,23	3,27	
	2006	6	72	6128			6,69		0,11	2,99	
	2007	5	40	6249			8,99		0,21	3,38	
	2007	6	74	6312			6,88		0,08	3,31	
	2008	5	41	6350			8,28		0,22	3,55	
	2008	6	78	6587			7,55		0,07	3,21	
	2009	5	44	6285		11,81	49,63	7,72	41,90	0,25	3,42
	2009	6	80	6440		7,78	40,57	6,44	34,14	0,07	2,94

Champagne-Ardenne

Dans la région Champagne-Ardenne, les coûts de production du lait incorporables allaient de 28,31 centimes (2004) à 34,95 centimes (2008) par kg de lait.

En 2009, les coûts incorporables de la production laitière s'élevaient à 34,04 centimes par kg de lait. Les coûts en main d'œuvre s'élevaient à 10,71 centimes par kg de lait.

Le coût total de la production laitière en 2009 s'élevait après déduction des aides (7,35 centimes par kg) à 37,40 centimes par kg.

Tableau 17 : Moyenne des coûts de production du lait en Champagne-Ardenne

Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
								Terre	Capital
Champagne-Ardenne	2002	53	5360			4,91		0,43	2,57
	2003	50	5521			5,19		0,39	2,68
	2004	49	5651			7,14		0,35	2,70
	2005	49	5640			7,52		0,38	2,81
	2006	49	5823			6,83		0,34	2,76
	2007	50	6052			7,04		0,31	2,75
	2008	48	5887			7,72		0,36	3,14
	2009	48	6059		10,71	44,75	7,35	37,40	0,31

Dans la région Champagne-Ardenne, les coûts de production du lait ont pu être établis pour les classes de dimension économique 5 sur les années 2002 à 2009 (les exploitations comptant 46 vaches en moyenne, elles sont légèrement plus petites que la moyenne). Les coûts de production incorporables

allaient de 28,66 centimes (2002) à 35,2 centimes (2009) par kg de lait et étaient donc légèrement supérieurs à la moyenne des exploitations. Les coûts en main d'œuvre s'élevaient à 10,78 centimes par kg de lait et le total des coûts de production qui était après déduction des aides (6,59 centimes par kg) de 39,38 centimes par kg de lait dépassait aussi légèrement la moyenne.

Tableau 18 : Coûts de production du lait en Champagne-Ardenne selon les classes de dimension économique

	Année	Classe de dimension économique par UDE*	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
										Terre	Capital
Champagne-Ardenne	2002	5	48	5362	28,66			5,05		0,50	2,52
	2003	5	45	5319	31,17			5,22		0,54	2,54
	2004	5	45	5492	27,81			7,65		0,41	2,77
	2005	5	46	5601	28,86			8,28		0,44	2,72
	2006	5	47	5807	29,49			7,07		0,40	2,68
	2007	5	48	6103	29,22			6,90		0,35	2,80
	2008	5	46	5790	33,24			7,42		0,42	2,99
	2009	5	46	5697	35,20	10,78	45,98	6,59	39,39	0,49	3,05

Région laitière Sud-Est

Pour la région laitière Sud-Est, ce sont les coûts de production du lait de la région Rhône-Alpes qui sont présentés. Le bassin laitier Sud-Est comprend de plus la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que le département de la Saône-et-Loire situé dans la région de la Bourgogne. Il n'était toutefois pas possible de recueillir des résultats représentatifs pour ces régions.

Rhône-Alpes

Dans la région Rhône-Alpes, les coûts de production du lait incorporables allaient de 32,50 centimes (2002) à 41,24 (2008) centimes par kg de lait.

En 2009, les coûts incorporables de la production laitière s'élevaient à 40,08 centimes par kg de lait. Les coûts calculés pour la main d'œuvre s'élevaient à 17,18 centimes par kg de lait.

Le total des coûts de la production laitière 2009 s'élevait après déduction des aides de 8,21 centimes à 49,05 centimes par kg.

Tableau 19 : Moyenne des coûts de production du lait dans la région Rhône-Alpes

	Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
									Terre	Capital
Rhône-Alpes	2002	34	5573	32,50			6,28		0,36	3,38
	2003	37	5482	33,94			6,25		0,31	3,51
	2004	37	5708	33,47			6,11		0,28	3,34
	2005	37	5873	34,41			7,15		0,28	3,51
	2006	37	5799	35,29			7,70		0,30	3,57
	2007	38	5762	36,83			7,83		0,35	3,58
	2008	38	5624	41,24			8,16		0,37	3,80
	2009	37	5657	40,08	17,18	57,26	8,21	49,05	0,37	3,69

Dans la région Rhône-Alpes, les coûts de production du lait ont pu être calculés pour les classes de dimension économique 4 et 5 sur les années 2002 à 2009. Comparé à la moyenne des exploitations qui s'élève à 37 vaches laitières, ces classes correspondent à des exploitations comptant respectivement en moyenne 25 et 46 vaches.

Au sein de cette période, les coûts de production incorporables de la classe de dimension économique 4 allaient de 30,27 centimes (2002) à 40,93 centimes (2009) et ceux de la classe 5 de 33,46 centimes (2002) à 42,15 centimes (2008) par kg de lait. Dans ces deux classes de dimension économique, les coûts de production incorporables correspondaient en 2009 à ceux de la moyenne des exploitations (39,59 centimes pour la classe 5).

Pour la classe de dimension économique 6, il a été possible de recueillir des données représentatives uniquement pour l'année 2009. Ici aussi, les coûts incorporables de 40,35 centimes par kg de lait étaient proche de la moyenne des exploitations. Ce sont avant tout les différences en coûts de main d'œuvre qui expliquent ici les différents totaux des coûts de production de 56,57 centimes (classe 4), 46,66 centimes (classe 5) et 42,49 centimes (classe 6) par kg de lait (après déduction des aides respectives de 8,78 centimes, 8,32 centimes et 6,47 centimes par kg de lait).

Tableau 20 : Coûts de production du lait dans la région Rhône-Alpes selon les classes de dimension économique

Année	Classe de dimension économique par UDE*	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)			
									Terre	Capital		
Rhône-Alpes	2002	4	25	5406		30,27		6,94	0,42	3,39		
	2002	5	47	5640		33,46		5,87	0,25	3,45		
	2003	4	24	5286		31,12		6,58	0,39	3,52		
	2003	5	48	5483		35,43		6,10	0,24	3,53		
	2004	4	24	5538		32,25		6,32	0,38	3,49		
	2004	5	47	5636		33,64		6,05	0,23	3,30		
	2005	4	25	5416		32,57		7,97	0,42	3,68		
	2005	5	47	6004		35,63		6,82	0,20	3,48		
	2006	4	25	5453		32,76		8,87	0,46	3,63		
	2006	5	46	5926		36,15		7,14	0,21	3,62		
	2007	4	26	5323		33,58		8,78	0,59	3,42		
	2007	5	47	5933		39,34		7,60	0,24	3,80		
	2008	4	26	4967		40,20		9,25	0,57	3,94		
	2008	5	47	5863		42,15		7,80	0,28	3,86		
	2009	4	25	5492		40,93	24,40	65,33	8,76	56,57	0,64	3,91
	2009	5	44	5591		39,59	15,38	54,97	8,32	46,66	0,27	3,76
2009	6	86	6670		40,35	8,62	48,97	6,47	42,49	0,01	2,96	

Région laitière du Sud-Ouest

Nous avons regroupés dans la région laitière du Sud-Ouest les régions Aquitaine et Midi-Pyrénées et présentons donc les coûts de production de deux des trois régions du bassin laitier Sud-Ouest, qui comprend également la région Languedoc-Roussillon.

Aquitaine

Dans la région de l'Aquitaine, les coûts de production du lait incorporables allaient de 30,01 centimes (2002) à 39,04 (2008) centimes par kg de lait.

En 2009, les coûts incorporables de la production laitière s'élevaient à 38,78 centimes par kg de lait. Les coûts calculés pour la main d'œuvre s'élevaient à 13,21 centimes par kg de lait. Le coût total de la production laitière en 2009 s'élevait après déduction des aides (6,84 centimes par kg) à 45,14 centimes par kg.

Tableau 21 : Moyenne des coûts de production du lait en Aquitaine

	Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
									Terre	Capital
Aquitaine	2002	39	5972	30,01			4,44		0,40	2,25
	2003	38	5893	31,25			4,58		0,41	2,23
	2004	42	6304	30,98			5,38		0,46	2,09
	2005	42	6873	32,34			5,92		0,37	2,01
	2006	46	6786	30,74			6,69		0,32	2,04
	2007	50	6228	31,82			5,94		0,24	2,02
	2008	45	6719	39,04			7,28		0,27	2,59
	2009	45	6445	38,78	13,21	51,98	6,84	45,14	0,27	2,64

Pour la région de l'Aquitaine, les coûts de production du lait ont été calculés pour la classe de dimension économique 4 sur les années allant de 2002 à 2004 ainsi que sur l'année 2009 et pour la classe 5 sur les années de 2006 à 2009. La classe de dimension économique 4 regroupe des exploitations comptant une moyenne de 25 vaches laitières et la catégorie 5 une moyenne de 45 vaches laitières (la classe de dimension économique 5 correspond donc à la moyenne des exploitations).

Les coûts de production incorporables de la classe de dimension économique 4 allaient de 28,75 centimes (2002) à 39,99 centimes (2009) et ceux de la classe 5 de 31,31 centimes (2006) à 38,15 centimes (2008) par kg de lait.

En 2009, les coûts incorporables de la production laitière étaient en moyenne de 37,06 centimes par kg de lait dans la classe 5 et donc légèrement inférieurs à la moyenne.

Les coûts en main d'œuvre s'élevaient respectivement à 20,61 centimes et 14,64 centimes par kg de lait. Cette différence explique pour un peu plus de la moitié la divergence qui apparaît entre le coût total de la production de 54,46 centimes (classe 4) et 44,82 centimes (classe 5) par kg après déduction des aides (celles-ci étaient en 2009 respectivement de 6,15 et 6,89 centimes par kg de lait).

Tableau 22 : Coûts de production du lait en Aquitaine selon les classes de dimension économique

Année	Classe de dimension économique par UDE*	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)		
									Terre	Capital	
Aquitaine	2002	4	23	5989			3,91		0,31	2,08	
	2003	4	24	5902			3,80		0,36	2,03	
	2004	4	25	5768			5,24		0,47	2,12	
	2006	5	44	6025			6,41		0,24	1,99	
	2007	5	45	6160			5,73		0,18	2,09	
	2008	5	46	6477			6,62		0,19	2,32	
	2009	4	29	5443	39,99	20,61	60,61	6,15	54,46	0,65	2,63
	2009	5	45	6500	37,06	14,64	51,70	6,89	44,82	0,15	2,71

Midi-Pyrénées

Dans la région Midi-Pyrénées, les coûts de production du lait incorporables allaient de 28,17 centimes (2005) à 35,26 (2008) centimes par kg de lait.

En 2009, les coûts incorporables de la production laitière s'élevaient à 34,19 centimes par kg de lait. Les coûts calculés pour la main d'œuvre s'élevaient à 13,67 centimes par kg de lait.

Le coût total de la production laitière en 2009 était après déduction des aides (7,09 centimes par kg) de 40,76 centimes par kg en moyenne.

Tableau 23 : Moyenne des coûts de production du lait dans la région Midi-Pyrénées

Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)		
								Terre	Capital	
Midi-Pyrénées	2002	38	5591			6,48		0,82	2,94	
	2003	38	5681			4,93		0,76	2,71	
	2004	40	5580			6,05		0,72	2,80	
	2005	40	5962	28,17			6,74		0,65	2,72
	2006	42	5922	31,35			8,46		0,52	2,89
	2007	43	5965	31,82			8,20		0,59	2,99
	2008	43	6193	35,26			7,45		0,59	3,17
	2009	45	6095	34,19	13,67	47,85	7,09	40,76	0,62	3,08

Dans la région Midi-Pyrénées, les coûts de production du lait ont été calculés pour la classe de dimension économique 4 sur les années allant de 2002 à 2009 (2006 mis à part) et pour la classe 5 sur les années allant de 2002 à 2009. Aucun résultat n'existe pour la classe de dimension économique 6. Les classes de dimension économique 4 et 5 correspondent à des exploitations comptant respectivement 30 et 50 vaches laitières en moyenne (la moyenne des exploitations était d'environ 45 vaches laitières en 2009).

Les coûts de production incorporables de la classe de dimension économique 4 allaient de 26,62 centimes (2003) à 33,69 centimes (2008) et ceux de la classe 5 de 27,37 centimes (2005) à 35,49 centimes (2009) par kg de lait. En 2009, les coûts incorporables de la production laitière s'élevaient par contre à seulement 31,72 centimes par kilogramme de lait dans la classe de dimension 4.

Malgré une différence très grande de 6,73 centimes par kg dans les coûts en main d'œuvre, le total des coûts de production diverge entre les différentes classes d'à peine 3,35 centimes par kg, affichant 43,7 centimes dans la classe 4 et 40,35 centimes dans la classe 5 (les aides étant en 2009 respectivement de 6,88 centimes et 7,29 centimes par kg de lait).

Tableau 24 : Coûts de production du lait dans la région Midi-Pyrénées selon les classes de dimension économique

	Année	Classe de dimension économique par UDE*	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
										Terre	Capital
Midi-Pyrénées	2002	4	30	5749	32,11			7,84		0,83	3,06
	2002	5	49	5452	27,93			5,30		0,66	2,84
	2003	4	29	5744	26,62			4,39		0,81	2,91
	2003	5	49	5584	32,14			5,41		0,56	2,63
	2004	4	29	5559	27,87			5,74		0,60	2,84
	2004	5	48	5767	30,44			6,11		0,63	2,78
	2005	4	29	5604	27,37			6,80		0,67	2,63
	2005	5	50	6260	28,32			6,72		0,43	2,84
	2006	5	48	5974	31,91			8,86		0,42	3,04
	2007	4	29	5892	30,50			6,92		0,60	2,86
	2007	5	52	6177	31,72			9,50		0,39	3,12
	2008	4	30	6167	33,69			6,57		0,91	2,80
	2008	5	52	6299	35,33			8,16		0,32	3,39
	2009	4	31	5692	31,72	18,87	50,58	6,88	43,70	0,84	2,82
	2009	5	55	6251	35,49	12,14	47,63	7,29	40,35	0,45	3,29

Région laitière Auvergne-Limousin

La région laitière Auvergne-Limousin rassemble les coûts de production de lait de l'Auvergne et de la région du Limousin. Le bassin laitier Auvergne ne comprend toutefois que deux départements (Corrèze et Creuse) de la région du Limousin.

Auvergne

Dans la région de l'Auvergne, les coûts de production du lait incorporables allaient de 28,71 centimes (2002) à 37,52 (2008) centimes par kg de lait.

En 2009, les coûts de production du lait incorporables s'élevaient à 36,36 centimes par kg de lait et les coûts en main d'œuvre (paramètre des revenus) à 16,32 centimes par kg.

Le coût total de la production laitière en 2009 s'élevait après déduction des aides (8,08 centimes par kg) à 44,61 centimes par kg.

Tableau 25 : Moyenne des coûts de production du lait en Auvergne

	Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplémentaires (ct/kg)	
									Terre	Capital
Auvergne	2002	40	5072	28,71			4,96		0,49	3,10
	2003	39	4911	31,83			5,42		0,53	3,21
	2004	38	5181	33,90			6,10		0,53	3,12
	2005	38	5368	33,50			6,98		0,51	3,08
	2006	41	5450	35,62			8,18		0,38	3,18
	2007	41	5303	36,59			8,05		0,39	3,35
	2008	40	5208	37,52			8,58		0,56	3,43
	2009	40	5085	36,36	16,32	52,68	8,08	44,61	0,49	3,34

Dans la région de l'Auvergne, les coûts de production du lait ont pu être calculés pour les classes de dimension économique 4 et 5 sur les années allant de 2002 à 2009. Ces classes correspondent à des exploitations comptant respectivement en moyenne 30 et 56 vaches laitières.

Les coûts de production incorporables de la classe de dimension économique 4 allaient de 26,53 centimes (2002) à 35,77 centimes (2008) et ceux de la classe 5 de 26,53 centimes (2002) à 38,66 centimes (2008) par kg de lait.

En 2009, les coûts incorporables de la production laitière s'élevaient à 34,36 centimes (classe 4) et 38,02 centimes (classe 5) par kg de lait.

Les coûts en main d'œuvre s'élevaient respectivement à 20,44 centimes et 13,28 centimes par kg de lait. Le total des coûts de production enregistré par contre pour les deux classes de dimension économique 4 et 5 une différence d'à peine 2,13 par kg de lait (45,96 centimes dans la classe 4 et 43,83 centimes par kg dans la classe 5 après déduction des aides de respectivement 8,84 centimes et 7,47 centimes par kg de lait).

Tableau 26 : Coûts de production du lait en Auvergne selon les classes de dimension économique

Année	Classe de dimension économique par UDE*	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)		
									Terre	Capital	
Auvergne	2002	4	31	4876				4,65		0,72	2,97
	2002	5	56	5296				5,11		0,22	3,18
	2003	4	30	4891				5,61		0,72	2,99
	2003	5	56	4916				5,18		0,27	3,40
	2004	4	29	5089				6,39		0,75	3,04
	2004	5	56	5252				5,73		0,24	3,22
	2005	4	30	5054				7,31		0,82	3,04
	2005	5	56	5594				6,57		0,21	3,12
	2006	4	31	5130				7,97		0,59	3,08
	2006	5	57	5651				8,11		0,19	3,28
	2007	4	31	4975				8,16		0,60	3,18
	2007	5	56	5657				7,55		0,20	3,29
	2008	4	31	4719				9,06		0,84	3,46
	2008	5	55	5669				8,24		0,34	3,38
	2009	4	30	4764		20,44	54,80	8,84	45,96	0,77	3,35
	2009	5	56	5373		13,28	51,30	7,47	43,83	0,30	3,27

Limousin

Dans la région du Limousin, les coûts de production du lait incorporables allaient de 24,05 centimes (2002) à 32,58 (2008) centimes par kg de lait. En 2009, les coûts de production du lait incorporables s'élevaient à 31,79 centimes par kg de lait et les coûts en main d'œuvre à 13,79 centimes par kg.

Le coût total de la production laitière en 2009 était après déduction des aides (6,32 centimes par kg) de 39,24 centimes par kg.

Tableau 27 : Moyenne des coûts de production du lait dans le Limousin

Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)		
								Terre	Capital	
Limousin	2002	43	5080				3,12		0,47	2,54
	2003	41	4774				3,78		0,48	2,82
	2004	42	5214				6,47		0,36	3,33
	2005	43	5813				5,99		0,44	2,59
	2006	42	6026				5,72		0,56	2,52
	2007	43	5809				6,41		0,70	2,64
	2008	43	6017				6,55		0,97	2,88
	2009	50	5165		13,79	45,59	6,35	39,24	0,67	2,94

Pour la région du Limousin, il n'était pas possible de différencier les résultats en fonction de la taille des exploitations.

Région laitière Poitou-Charentes

Dans cette région, seuls sont présentés les coûts de production de la région Poitou-Charentes alors que le bassin laitier Charentes-Poitou comprend également les départements Haute-Vienne de la région du Limousin et Vendée de la région Pays de la Loire.

Poitou-Charentes

Dans la région du Poitou-Charentes, les coûts de production du lait incorporables allaient de 26,38 centimes (2005) à 34,20 (2008) centimes par kg de lait.

En 2009, les coûts de production du lait incorporables s'élevaient à 33,02 centimes par kg de lait et les coûts en main d'œuvre à 8,48 centimes par kg.

Le coût total de la production laitière en 2009 s'élevait après déduction des aides (5,75 centimes par kg) à 35,75 centimes par kg.

Tableau 28 : Moyenne des coûts de production du lait dans le Poitou-Charentes

	Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
									Terre	Capital
Poitou-Charentes	2002	41	6513	29,99			3,80		0,37	1,93
	2003	40	6784	28,77			4,24		0,42	2,03
	2004	45	7081	27,99			4,80		0,42	1,86
	2005	49	7253	26,38			6,08		0,26	1,94
	2006	56	7154	28,90			7,11		0,19	2,09
	2007	55	7513	29,20			5,79		0,17	2,09
	2008	60	7377	34,20			5,95		0,12	2,28
	2009	60	7100	33,02	8,48	41,50	5,75	35,75	0,21	2,24

Dans la région du Poitou-Charentes, les coûts de production du lait ont été établis pour la classe de dimension économique 5 sur les années 2006 à 2009 (exploitations comptant 47,5 vaches laitières en moyenne).

Dans cette classe 5, les coûts de production incorporables allaient de 28,26 centimes (2006) à 33,69 centimes par kg de lait (2008). En 2009, les coûts de production du lait incorporables s'élevaient à 32,7 centimes (classe 5) par kg de lait et les coûts en main d'œuvre à 8,48 centimes par kg.

Le total des coûts de production après déduction des aides (5,51 centimes par kg) s'élevait à 37,98 centimes par kg de lait.

Tableau 29 : Coûts de production du lait en Poitou-Charentes selon les classes de dimension économique

	Année	Classe de dimension économique par UDE*	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplétives (ct/kg)	
										Terre	Capital
Poitou-Charentes	2006	5	47	6688	28,26			7,28		0,27	2,16
	2007	5	46	6842	28,89			5,49		0,22	2,14
	2008	5	49	6528	33,69			5,96		0,15	2,50
	2009	5	48	6565	32,70	10,79	43,49	5,51	37,98	0,31	2,37

Région laitière Centre

Dans cette région, seuls sont représentés les coûts de production de la région du Centre alors que le bassin laitier Centre comprend également le département de la Nièvre (région de la Bourgogne).

Centre

Dans la région du Centre, les coûts de production du lait incorporables allaient de 27,51 centimes (2005) à 33,80 (2008) centimes par kg de lait.

En 2009, les coûts incorporables de la production laitière s'élevaient à 32,33 centimes par kg de lait. Les coûts en main d'œuvre s'élevaient à 8,24 centimes par kg de lait.

Le coût total de la production laitière en 2009 s'élevait après déduction des aides (5,68 centimes par kg) à 34,88 centimes par kg.

Tableau 30 : Moyenne des coûts de production du lait dans le Centre

	Année	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Coûts incorporables de production (ct/kg)	Paramètre du revenu (ct/kg)	Coûts totaux de production (ct/kg)	Aides (ct/kg)	Coûts totaux de production après déduction des aides (ct/kg)	Charges supplémentaires (ct/kg)	
									Terre	Capital
Centre	2003	52	6514	30,13			5,49		0,11	2,27
	2004	58	6527	28,94			5,77		0,18	2,50
	2005	60	6733	27,51			6,27		0,20	2,40
	2006	62	6995	28,93			7,42		0,06	2,55
	2007	63	7308	28,02			6,33		0,04	2,35
	2008	67	7581	33,80			5,65		0,08	2,51
	2009	68	7146	32,33	8,24	40,57	5,68	34,88	0,09	2,35

Pour la région du Centre, les résultats n'ont pas pu être différenciés en fonction de la taille des exploitations.

Répartition des aides

Le tableau 31 ci-dessous montre le rôle que jouent les différentes aides pour les exploitations des classes de dimensions 4, 5 et 6 dans l'année 2009.

Les primes à l'exploitation découplées (paiements directs) représentent la part des aides la plus importante pour toutes les exploitations par kilogramme de lait (entre 3,75 et 5,76 centimes par kg de lait).

Les aides à l'investissement ont de l'importance avant tout dans les régions administratives (p. ex. dans la classe de dimension économique 5 avec 1,88 centime par kilogramme de lait en Haute-Normandie, 0,99 centimes en Rhône-Alpes et 0,98 centimes en Lorraine).

Les indemnités compensatoires (zones défavorisées) jouent un rôle en premier lieu dans les régions montagneuses (Rhône-Alpes, Auvergne, Franche-Comté, Midi-Pyrénées).

Tableau 31: Répartition des aides en 2009

Région	Classe de dimension économique par UDE *	Vaches laitières (UGB)	Production en lait (kg)	Aides pour ... en ct/kg de lait produit					Aides (ct/kg)
				Production animale	Production végétal	Aide à l'investissement	Indemnités compensatoires	Prime à l'exploitation découplage	
Bretagne	6	78	6871	0,30	0,60	0,55	0,00	4,35	5,80
Pays de la Loire	5	46	6826	0,38	0,51	0,57	0,01	4,46	5,92
	6	77	6714	0,30	0,55	0,35	0,00	4,40	5,61
Basse-Normandie	5	50	5904	0,33	0,52	0,48	0,03	4,82	6,18
	6	84	6271	0,52	0,52	0,31	0,02	4,90	6,28
Haute-Normandie	5	44	5275	0,34	0,64	1,88	0,00	5,76	8,63
Nord-Pas-de-Calais	5	47	5945	0,25	0,48	0,59	0,00	4,59	5,91
Franche-Comté	4	26	5859	0,42	0,09	0,16	2,61	4,01	7,28
	5	48	5912	0,25	0,25	0,25	1,65	3,75	6,15
	6	92	6317	0,26	0,34	0,19	1,37	4,03	6,19
Lorraine	5	44	6285	0,50	0,51	0,98	0,68	5,04	7,72
	6	80	6440	0,46	0,61	0,36	0,11	4,90	6,44
Champagne-Ardenne	5	46	5697	0,53	0,45	0,00	0,11	5,51	6,59
Rhône-Alpes	4	25	5492	0,56	0,30	0,03	3,75	4,12	8,76
	5	44	5591	0,56	0,35	0,99	2,60	3,81	8,32
	6	86	6670	0,42	0,46	0,21	1,49	3,89	6,47
Aquitaine	4	29	5443	0,17	0,61	0,00	0,65	4,72	6,15
	5	45	6500	0,28	0,66	0,37	0,65	4,93	6,89
Midi-Pyrénées	4	31	5692	0,34	0,41	0,36	1,44	4,34	6,88
	5	55	6251	0,26	0,47	1,13	1,27	4,15	7,29
Auvergne	4	30	4764	0,82	0,18	0,30	3,77	3,77	8,84
	5	56	5373	0,51	0,22	0,22	2,59	3,92	7,47
Poitou-Charentes	5	48	6565	0,19	0,53	0,30	0,03	4,46	5,51
Centre	5	54	6776	0,47	0,59	0,14	0,03	4,48	5,71

Résultats finaux : Actualisation des coûts de la production laitière à l'année 2013

Méthode appliquée pour l'extrapolation des coûts de production du lait

Les données comptables du RICA datent toutes de trois ans. Aux fins de la présente expertise, le calcul des coûts de la production laitière s'est donc, dans une première phase, appuyé sur les chiffres du RICA qui recensent les données économiques jusqu'à l'exercice 2009. Pour mettre à jour le calcul des coûts à un niveau le plus actuel possible (ici l'année 2013), il est donc nécessaire de recourir à une extrapolation.

Il a été, à cet effet, développé une distincte méthode d'extrapolation qui repose sur deux étapes fondamentales ¹⁶:

Sur la base des données officielles pour les exploitations types en France (RICA), une estimation de tous les coûts à effets de trésorerie (cf. Aperçu 1) concernant la production du lait en France a été réalisée pour les années 2009, 2010 et 2011 (cf. Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, RICA France, Résultat économiques des exploitations agricoles, Agreste 2010, 2011)¹⁷:

Ces données du RICA pour la France sont, pour la grande majorité, les mêmes données comptables que celles du RICA communautaire, où elles sont aussi enregistrées. Elles sont toutefois disponibles à l'échelle nationale pour les années plus récentes.

À cet effet, le taux d'augmentation des coûts de 2009 a été reporté à l'année 2010, celui de 2010 à l'année 2011 en se basant sur les données du RICA pour chaque poste de coût (p. ex. les coûts liés aux achats d'aliments, d'énergie, de semences en centimes par kg de lait, etc.) ; par ailleurs, ces taux d'augmentation ont servi à l'extrapolation des données correspondantes du RICA.

Un exemple : d'après les données du RICA France, les coûts en énergie des exploitations laitières spécialisées de Bretagne ont augmenté d'environ 11 % de 2009 à 2010 et de 22 % de 2010 à 2011. Les coûts en énergie que le RICA affichait pour les exploitations laitières spécialisées sur l'année 2009 ont donc été extrapolés en appliquant ces taux d'augmentation.

¹⁶ Lors de la première extrapolation des coûts en Allemagne sur le trimestre octobre 2012, nous avons calculé l'augmentation des coûts de l'année de base 2005 en la reportant sur l'année analogique (cf. Jürgens, Poppinga, Wohlgemuth 2013, p. 27 et suiv.) et ajouté cette augmentation aux coûts de 2009. Cette méthode a été perfectionnée et adaptée dans le cadre du développement et du calcul de l'indice laitier Milch Marker Index (MMI, www.milch-marker-index.de) ainsi que de l'étude des coûts en France. L'étape qui consistait à estimer les postes de coûts pour les années 2010 et 2011 sur la base de données d'exploitation test a permis d'élargir le calcul d'extrapolation à tous les postes de coûts et d'en mieux garantir les résultats.

¹⁷ Source des données : <http://acces.agriculture.gouv.fr/disar/faces/report/tableauList.jsp> [version 15.03.2013]

À noter à ce sujet : les deux postes de coûts portant sur les autres coûts spécifiques que sont l'élevage et la production végétale n'ont fait l'objet d'une extrapolation au-delà de l'année 2009 tandis que pour les travaux agricoles à façon, les autres frais généraux, impôts et taxes, sans oublier les salaires, le fermage et les intérêts payés, aucune estimation n'a été réalisée au-delà de l'année 2011. L'absence de données statistiques en est, en l'occurrence, la raison.

L'extrapolation des coûts pour l'année 2013 a donc porté exclusivement sur les six postes que sont l'achat d'aliments, de semences, d'engrais, de pesticides, d'énergie, l'entretien des bâtiments et des machines ainsi que sur les recettes de la production bovine. C'est le procédé analogique qui a été ici appliqué.

Pour pronostiquer l'augmentation des coûts, ce procédé analogique utilise :

- la moyenne des coûts enregistrés par le RICA sur ces postes de coût de 2005 à 2009,
- les coûts estimés sur base des données RICA pour les années 2010 et 2011 (voir plus haut),
- et les indices actuels de prix pour les moyens de production agricole et la production (dans ce cas, la valeur moyenne de l'indice des prix entre janvier et novembre 2013).

Le procédé analogique part du principe que les chefs d'exploitation réagissent aux changements actuels des prix des moyens de production comme ils avaient réagi lors des campagnes passées déjà enregistrées dans le RICA. L'avantage de ce procédé analogique est de ne pas simplement calculer les coûts en y reportant le pourcentage de l'évolution des prix mais de pouvoir grâce au RICA estimer la manière dont réagissent les exploitants agricoles aux évolutions de prix.

Voici un exemple concret de ce calcul : d'après les indices de prix des moyens de production agricole, les coûts de fourrage pour le bétail bovin par exemple, ont augmenté d'environ 3 % de 2011 à 2013.

Il est maintenant choisi comme année analogique une année entre 2005 et 2009¹⁸ ayant connu un changement des prix du fourrage le plus similaire possible (aussi d'après les indices de prix). Si l'année analogique est par exemple 2007, la deuxième étape consiste à calculer l'augmentation des coûts que les exploitations agricoles ont connue sous ce changement des prix selon les données comptables du RICA de 2006 à 2007.

L'augmentation des coûts calculée pour l'année analogique permet donc d'estimer l'évolution des coûts de 2011 et de la reporter à 2013.

Les indices de prix¹⁹ (2010 = 100) pour les moyens de production agricole et les prix à la production qui figurent dans l'Aperçu 5 ont été utilisés pour l'extrapolation des coûts pour la France :

¹⁸ Jusqu'ici, nous ne pouvions définir une année analogique que sur cette courte période de temps séparant 2005 de 2009. Les études des coûts devant se renouveler chaque année, cette période s'agrandit et la « qualité de l'année analogique » s'améliore. Actuellement, en cas de résultats d'extrapolation très discutables, la valeur de coût obtenue par extrapolation est remplacée par le recul ou la hausse maximale des coûts déterminé(e) grâce aux données du RICA dans les régions concernées. La limite définie est le recul des coûts maximal ou la hausse des coûts la plus élevée qui ait été enregistré(e) pour le poste en question dans toutes les régions considérées. A titre d'exemple, il a fallu procéder de la sorte pour le produit bovin pour établir les prévisions pour l'année 2013.

¹⁹ Source : www.insee.fr : Indice annuel brut des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) -

Aperçu 5 : Indices de prix utilisés, arrondis (version 2013, INSEE)

Année	Production bovine	Semences et plants	Engrais	Pesticides	Aliments composés pour bovins	Entretien machines et matériel	Énergie
Basis 2005	101	89	78	94	85	82	84
2006	106	89	82	94	85	85	90
2007	101	91	91	94	96	89	91
2008	102	99	141	97	113	94	108
2009	98	103	118	100	102	97	85
2010	100	100	100	100	100	100	100
2011	107	101	124	100	116	103	118
2012	122	104	129	102	126	106	122
2013 [#]	130	108	123	101	134	108	120

Le paramètre des revenus (coûts en main d'œuvre), les aides et les charges supplétives pour la terre et le capital n'ont pas fait l'objet d'extrapolation pour des raisons de statistique.

Résultats finaux. Coûts de production du lait en France en 2012

L'estimation des coûts de production pour l'année 2012 s'est effectuée selon la même méthode de calcul que celle appliquée pour le calcul des coûts de production jusqu'en 2009 (cf. Aperçu 1).

Il est ici à noter :

- Pour des raisons de statistique (représentativité), l'extrapolation des coûts de production en France se base sur la moyenne de toutes les exploitations (seules les classes de dimension économique 5 et 6 y étaient impliquées en Allemagne).
- Les résultats de l'estimation des coûts de 2013 sont présentés pour les différentes régions administratives françaises et pour les régions laitières qui ont été créées.
- Les moyennes de coûts affichées pour les régions laitières ont valeur de résultats finaux. Elles ont été définies en pondérant les coûts de production du lait de chaque région en fonction de la quantité de lait qui y a été produite.

Coûts de production 2013 des différentes régions

Les tableaux ci-dessous comparent les résultats des calculs des régions administratives françaises.

L'Aperçu 6 montre les coûts incorporables (à effet de trésorerie) de la production laitière en centimes par kg de lait pour l'année 2013.

Aperçu 6 : Coûts de production incorporables dans les régions administratives

Région administrative	Coûts incorporables, production laitière 2013 en ct/kg (estimation)
Bretagne	28,66
Lorraine	28,93
Pays de la Loire	30,75
Champagne-Ardenne	34,93
Limousin	35,55
Basse-Normandie	35,57
Centre	36,29
Alsace	37
Poitou-Charentes	37,16
Midi-Pyrénées	37,88
Auvergne	38,04
Aquitaine	38,14
Franche-Comté	39,13
Nord-Pas-de-Calais	39,43
Rhône-Alpes	39,61
Picardie	41,2
Haute-Normandie	44,33

Il est mis en évidence : la différence objective des structures d'exploitations selon les régions entraîne une divergence déjà au niveau des coûts incorporables de la production de lait qui vont (chiffres arrondis) de 29 centimes par kg de lait (Bretagne) à 44 centimes (Haute-Normandie). Dans les deux régions de l'Ouest, la Bretagne et le Pays de la Loire ainsi qu'en Lorraine, les coûts incorporables oscillent entre 30 et 31 centimes par kg alors que dans les régions administratives du centre de la France, les coûts de production oscillent entre 35 et 38 centimes par kg. Les régions montagneuses (Rhône-Alpes, Franche-Comté) mais aussi dans les régions du Nord comme la Picardie et le Nord-Pas-de-Calais, les coûts incorporables oscillent entre 39 et 41 centimes par kilo de lait tandis que ces coûts sont encore plus élevés en Haute-Normandie. Pour rappel : les coûts incorporables représentent le coût financier de la production du lait n'incluant pas le temps de travail de la main d'œuvre familiale non salariée (paramètre des revenus).

En raison des différences au niveau du nombre moyen d'aidants familiaux selon les régions et du nombre d'heures de travail recensées pour cette main-d'œuvre familiale, le paramètre des revenus (cf. Aperçu 7) oscille entre 8 centimes par kg (chiffre arrondi) et moins de 10 centimes par kg dans les régions dites de plaine (p. ex. Centre, Poitou-Charentes) et peut grimper à 15 centimes ou plus par kg dans les régions montagneuses (p. ex. Auvergne, Rhône-Alpes).

Aperçu 7 : Paramètre des revenus calculé dans les régions administratives

Région administrative	Paramètre des revenus en centimes par kg
Picardie	7,93
Centre	8,24
Poitou-Charentes	8,48
Haute Normandie	9,79
Nord-de-Calais	10,04
Bretagne	10,54
Lorraine	10,60
Alsace	10,61
Pays-de-la-Loire	10,64
Champagne-Ardennes	10,71
Basse-Normandie	11,13
Aquitaine	13,21
Midi-Pyrénées	13,67
Limousin	13,79
Franche-Comté	14,06
Auvergne	16,32
Rhône-Alpes	17,18

Dans la plupart des régions administratives, le paramètre des revenus était de 10 à 15 centimes par kg de lait.

Les aides sont loin de pouvoir compenser les différences régionales, ces aides étant de 5,6 à environ 6 centimes par kg de lait dans les régions de plaine (p. ex. Basse-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire), d'environ 7 centimes par kg de lait dans les régions vallonnées et de basse montagne (Haute-Normandie, Alsace, Lorraine, Champagne-Ardenne) et de 8 centimes par kg de lait ou plus dans les régions de haute montagne (Auvergne, Limousin, Rhône-Alpes). Les primes à l'exploitation découplées présentent le plus haut taux en aides (cf. tableau 31).

Aperçu 8 : Aides dans les régions administratives en 2009

Région administrative	Aides en centimes par kg
Picardie	5,56
Bretagne	5,64
Centre	5,68
Poitou-Charentes	5,75
Pays-de-la-Loire	5,92
Basse-Normandie	6,08
Nord-de-Calais	6,35
Limousin	6,35,
Franche-Comté	6,38
Aquitaine	6,84
Midi-Pyrénées	7,09
Alsace	7,26
Lorraine	7,30
Champagne-Ardennes	7,35
Haute Normandie	7,68
Auvergne	8,08
Rhône-Alpes	8,21

Après déduction des aides, le total des coûts de production montre, en conséquence, des différences entre les régions administratives au niveau des coûts de production qui vont d'environ 32 centimes par kg de lait (Lorraine) à 49 centimes par kg (Rhône-Alpes).

Les coûts oscillent entre environ 32 et 35 centimes par kg de lait en Lorraine et dans les régions côtières de l'Ouest (Bretagne et Pays de la Loire) ; en Alsace, Champagne-Ardenne, Basse-Normandie, dans le Centre, en Champagne et en Poitou-Charentes, les coûts sont nettement plus élevés et se situent entre 35 et 40 centimes par kilo. Les coûts de production de lait dans le nord du pays, à savoir en Picardie et dans le Nord-Pas-de-Calais dépassent les 40 centimes pour culminer à 45 centimes le kilo. Les coûts sont similaires dans les régions administratives vallonnées et de relief que sont le Limousin, l'Aquitaine et le Midi-Pyrénées. Dans les trois régions montagneuses (Auvergne, Franche-Comté et Rhône-Alpes) ainsi qu'en Haute-Normandie (au nord-ouest du pays), les coûts de production du lait dépassent les 45 centimes le kilo.

Aperçu 9: Coûts de production du lait, après déduction des aides, dans les régions administratives

Région	Coûts de production en ct/kg (estimation pour 2013)
Lorraine	32,23
Bretagne	33,56
Pays de la Loire	35,47
Champagne-Ardenne	38,29
Centre	38,85
Poitou-Charentes	39,89
Alsace	40,35
Basse-Normandie	40,62
Limousin	43
Nord-Pas-de-Calais	43,12
Picardie	43,55
Midi-Pyrénées	44,46
Aquitaine	44,51
Auvergne	46,28
Haute-Normandie	46,44
Franche-Comté	46,81
Rhône-Alpes	48,58

Dans une dernière étape, les coûts de production du lait des régions administratives ont été calculés pour les neuf régions laitières en étant pondérés en fonction de la production de lait de chaque région. Les résultats finaux (cf. Aperçu 10) en coûts de production des neuf régions laitières s'élèvent entre environ 34 centimes par kg de lait dans les régions côtières (Grand Ouest) et 49 centimes dans les régions montagneuses (Sud-Est). Les différences régionales de coûts se retrouvent donc également au niveau des régions laitières. En 2012, les coûts de la production de lait dans les régions laitières oscillaient, pour une grande part, entre 40 et environ 46 centimes par kg de lait (Nord-Picardie, Normandie, Grand Est, Poitou-Charentes, Sud-Ouest, Auvergne-Limousin).

Aperçu 10 : Coûts de production du lait dans les régions laitières en 2013 (résultats finaux)

Régions laitières	Total des coûts de production, aides comprises	Aides	Coûts de production après déduction des aides
Grand Ouest	40,02	5,74	34,28
Centre	44,53	5,68	38,85
Poitou-Charentes	45,64	5,75	39,89
Grand Est	47,66	6,84	40,82
Normandie	47,41	6,24	41,17
Nord-Picardie	49,33	6,04	43,29
Sud-Ouest	51,48	7	44,48
Auvergne/Limousin	53,82	7,89	45,93
Sud-Est	56,79	8,21	48,58

Ces résultats ne tiennent pas compte des coûts supplémentifs en terre et capital. Ces coûts s'élèvent en 2009 dans les régions laitières comme indiqué ci-dessous :

Aperçu 11 : Coûts supplémentifs dans les régions laitières

Régions laitières	Coûts supplémentifs en centimes par kg pour	
	terre	capital
Nord-Picardie	0,23	2,67
Normandie	0,37	2,87
Grand Ouest	0,26	2,50
Centre	0,1	2,35
Grand Est	0,24	3,46
Poitou-Charentes	0,21	2,24
Auvergne/Limousin	0,51	3,3
Sud Ouest	0,49	2,92
Sud Est	0,37	3,69

Résumé

Ce rapport expose les coûts de production de lait en France de 2002 jusqu'en 2013. Il constitue la deuxième partie de l'expertise «Calcul des coûts de la production laitière se basant sur la banque de données du réseau d'information comptable agricole de l'UE ». Sa première partie a présenté en janvier 2013 les coûts de production de lait en Allemagne de l'année 2002 au troisième trimestre 2012. Les chiffres concernant l'Allemagne ont, en outre, été actualisés sur une base trimestrielle. Dans le cadre de l'ensemble de l'expertise, il a été développé une méthode d'analyse qui permet de calculer à l'identique les coûts de la production laitière de tous les États membres de l'UE. Il a été pris pour base de données les enquêtes sur les niveaux de revenus des exploitations agricoles qui sont réalisées par tous les États membres pour la Commission européenne (réseau d'information comptable agricole RICA).

Les données des exploitations agricoles de France provenaient du réseau national des exploitations test du RICA France qui est géré par le Ministère français de l'agriculture (Résultats économiques des exploitations agricoles, Agreste)²⁰.

L'avantage de cette base d'information est d'être établie de manière identique pour tous les États de l'UE et d'être représentative. L'UE regroupe les coûts complets de la production des exploitations en blocs de coûts qui servent de base pour déterminer et affecter les coûts relevant de la production laitière. Cette expertise se base pour l'essentiel sur le schéma d'évaluation de l'UE tel qu'il a été développé pour le « Dairy Farms Report » de l'UE.

Les calculs de coûts effectués dans le cadre de cette expertise se réfèrent exclusivement à des exploitations laitières spécialisées. Il s'agit d'exploitations dont les recettes proviennent du lait pour deux tiers minimum. L'attribution des coûts et la détermination des coûts directement imputables à la production laitière comportent d'autant plus de risques d'erreur que l'exploitation est polyvalente.

C'est pourquoi ces calculs de la production du lait se réfèrent seulement à des exploitations laitières spécialisées de taille relativement importante des différentes régions françaises et s'avèrent plus bas que si toutes les exploitations laitières avaient été prises en compte.

Dans cette expertise, les coûts de production de lait des années 2002 à 2009 sont directement calculés sur la base des données du RICA et ceux des années 2010, 2011 et 2013 sont extrapolés par un propre procédé spécialement développé à cet effet. Un paramètre des revenus a été développé pour calculer les coûts en main d'œuvre des producteurs laitiers indépendants (essentiellement le chef d'exploitation et les membres de sa famille travaillant dans l'exploitation). Ce paramètre se base entre autres sur les salaires tarifaires du secteur agricole. Tous les paiements directs publics perçus par l'exploitation sont déduits des coûts. Les coûts supplétifs sont présentés à part et les coûts de production du lait sont différenciés selon les régions administratives et la taille des exploitations.

Les laiteries toutefois n'enregistrent pas le lait selon les régions administratives et la taille des exploitations. En France, le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt a défini pour l'attribution des quantités laitières de référence neuf bassins laitiers comme centres de production. Les coûts de la production laitière en France ont donc été dans une dernière étape recalculés selon ces neuf bassins laitiers et regroupés dans neuf régions laitières, en l'occurrence couloirs de prix.

²⁰ Source des données : <http://acces.agriculture.gouv.fr/disar/faces/report/tableauList.jsp> [version 15.03.2013]

En raison de la différence objective des structures d'exploitations selon les régions laitières, les coûts 2013 de la production laitière en France s'élèvent entre environ 34 centimes par kg de lait dans la région laitière de plaine du Grand Ouest et 49 centimes par kg dans la région laitière plutôt montagneuse du Sud-Est. Pour la grande partie des régions laitières de France de type vallonnées et de basse montagne, les coûts de production 2013 allaient de 40 à environ 46 centimes par kg de lait (Nord-Picardie, Normandie, Grand Est, Poitou-Charentes, Auvergne-Limousin, Sud-Ouest). Ces coûts ont été calculés après déduction des aides publiques telles que paiements directs et indemnités compensatoires. Le montant des aides perçues était de 6 à 8 centimes par kg de lait selon les régions laitières et ne suffit pas pour compenser financièrement les conditions naturelles des sites d'implantation et les différences des coûts qui en résultent.

En 2013, le prix du lait s'élevait en France en moyenne à 33,8 centimes par kg.²¹ La comparaison montre que le prix payé est loin de couvrir les coûts de production.

²¹ Source : <http://www.pleinchamp.com/elevage/bovins-lait/actualites/prix-du-lait-de-vache-une-reprise-annoncee>

Liste des vues d'ensemble, tableaux et figures

Aperçus

Aperçu 1 : Schéma utilisé pour calculer les coûts de production du lait, base RICA/EU	6
Aperçu 2 : Classe salariale et niveau de qualification en France	8
Aperçu 3 : Taux de cotisation des assurances sociales pour le secteur agricole en France.....	10
Aperçu 4 : Classes de dimensions économiques prises en compte dans le RICA et le calcul des coûts	12
Aperçu 5 : Indices de prix utilisés, arrondis (version 2013, INSEE)	40
Aperçu 6 : Coûts de production incorporables dans les régions administratives.....	41
Aperçu 7 : Paramètre des revenus calculé dans les régions administratives.....	42
Aperçu 8 : Aides dans les régions administratives en 2009	42
Aperçu 9 : Coûts de production du lait, après déduction des aides, dans les régions administratives	44
Aperçu 10 : Coûts de production du lait dans les régions laitières en 2013 (résultats finaux)	
Aperçu 11 : Coûts supplétifs dans les régions laitières	44

Tableaux

Tableau 1 : Moyenne des coûts de production du lait en Bretagne de 2002 à 2009	15
Tableau 2 : Coûts de production du lait en Bretagne selon les classes de dimension économique	16
Tableau 3 : Moyenne des coûts de production du lait dans les Pays de la Loire	17
Tableau 4 : Coûts de production du lait dans les Pays de la Loire selon les classes de dimension économique	18
Tableau 5 : Moyenne des coûts de production du lait en Basse-Normandie	19
Tableau 6 : Coûts de production du lait en Basse-Normandie selon les classes de dimension économique	20
Tableau 7 : Moyenne des coûts de production du lait en Haute-Normandie.....	20
Tableau 8 : Coûts de production du lait en Haute-Normandie selon les classes de dimension économique	21
Tableau 9 : Moyenne des coûts de production du lait dans le Nord-Pas-de-Calais.....	22
Tableau 10 : Coûts de production du lait dans le Nord-Pas-de-Calais selon les classes de dimension économique	22
Tableau 11 : Moyenne des coûts de production du lait en Picardie.....	23
Tableau 12 : Moyenne des coûts de production du lait en Alsace	23
Tableau 13 : Moyenne des coûts de production du lait en Franche-Comté	24
Tableau 14 : Coûts de production du lait en Franche-Comté selon les classes de dimension économique	25
Tableau 15 : Moyenne des coûts de production du lait en Lorraine	26
Tableau 16 : Coûts de production du lait en Lorraine selon les classes de dimension économique	27
Tableau 17 : Moyenne des coûts de production du lait en Champagne-Ardenne	27
Tableau 18 : Coûts de production du lait en Champagne-Ardenne selon les classes de dimension économique	28
Tableau 19 : Moyenne des coûts de production du lait dans la région Rhône-Alpes.....	28
Tableau 20 : Coûts de production du lait dans la région Rhône-Alpes selon les classes de dimension économique	29
Tableau 21 : Moyenne des coûts de production du lait en Aquitaine	30
Tableau 22 : Coûts de production du lait en Aquitaine selon les classes de dimension économique	31

Tableau 23 : Moyenne des coûts de production du lait dans la région Midi-Pyrénées	31
Tableau 24 : Coûts de production du lait dans la région Midi-Pyrénées selon les classes de dimension économique.....	32
Tableau 25 : Moyenne des coûts de production du lait en Auvergne.....	33
Tableau 26 : Coûts de production du lait en Auvergne selon les classes de dimension économique	34
Tableau 27 : Moyenne des coûts de production du lait dans le Limousin	34
Tableau 28 : Moyenne des coûts de production du lait dans le Poitou-Charentes.....	35
Tableau 29 : Coûts de production du lait en Poitou-Charentes selon les classes de dimension économique.....	35
Tableau 30 : Moyenne des coûts de production du lait dans le Centre	36
Tableau 31: Répartition des aides en 2009	37

Figures

Figure 1 : Régions laitières.....	13
-----------------------------------	----

Bibliographie

Convention Collective Départementale de Travail, Exploitations de Polyculture, Exploitations d'Élevage, Exploitations de Cultures Légumières, différentes éditions

Commission européenne (2006) : Costs Of Production For Milk In The European Union. Bruxelles.

Commission européenne (2007) : Définition des variables utilisées dans les résultats standards du RICA par le comité communautaire du RICA de l'année 2007, document RI/CC 882 rev. 8.1 Bruxelles.

Commission européenne (2009) : EU Dairy Farms Economics - 2008 Report. Bruxelles.

Commission européenne (2010) : EU Dairy Farms Report. Bruxelles.

Commission européenne (2010a) : Réseau d'information comptable agricole. Guide méthodologique Bruxelles.

Commission européenne (2011) : EU Dairy Farms Report. Bruxelles.

Commission européenne (2012) : Direction générale Emploi, affaires sociales et inclusion, ici Missoc, système d'information mutuelle sur la protection sociale

Eurostat (2011) : Agriculture and Fishery Statistics. Bruxelles.

Jürgens, Karin; Poppinga, Onno; Wohlgemuth, Michael (2013) «Combien coûte la production de lait?!» - Calcul des coûts de production du lait en Allemagne de 2002 à 2012, Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft (éd.)

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (2008, 2011), Agreste. Chiffres et Données Agriculture n° 212, Production de lait et utilisation à la ferme de 2008 à 2011

Unité Territoriale du FINISTERE de la DIRECCTE BRETAGNE (1981/2011), CONVENTION COLLECTIVE
DEPARTEMENTALE du 22 SEPTEMBRE 1981 des SALARIES des exploitations de POLYCLTURE,
d'ÉLEVAGE et de MARAICHAGE du FINISTERE, IDCC 9291
